

Le libertaire

Administration : N. FAUCIER
73, rue des Frères, Paris (20^e)
(Cédex postal : N. Faucier 4165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ÉTRANGER
Un an 22 fr.	Un an 30 fr.
Six mois 11 fr.	Six mois 15 fr.
Trois mois 5,50	Trois mois 7,50

Chèque postal : N. Faucier 4165-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

« Quel vent de folie passe donc maintenant dans la tête des enfants ? » se demande la presse bourgeoise inquiète de voir avec quelle fréquence la chronique des tribunaux relate des crimes commis par des adolescents.

C'est, en effet, un vent de folie, le même qui a présidé à la naissance de ces jeunes criminels et a soufflé autour de leurs bords de carotte et de rapine, à une époque où se pratiquait l'absolu mépris de la vie humaine, où le meurtrier était honoré du titre de héros. L'atmosphère de tourmente qui a baigné leur enfance, les a imprégnés d'une façon indélébile. Pour la plupart, ils ont souffert tout petits de la misère et de l'abandon plus ou moins complet ou les laissent l'absence du père aux armées et de la mère à l'atelier ou à l'usine.

Beaucoup restaient même orphelins de père : les trois quarts des jeunes détenus de la Petite Roquette ont perdu leur père pendant les hostilités. Enfin à un âge où tout se grave d'une façon durable et profonde, ils ont été soumis à rude école. Aujourd'hui ils sont ce que les conditions de leur existence matérielle et morale ont pu leur faire : trop souvent des anormaux, presque toujours des ultra-nerveux, voire des déséquilibrés.

Ce sont encore des victimes de la guerre et des victimes plus à plaindre que celles qui succombèrent dans l'immense tuerie à laquelle elles avaient pris part, par inconscience ou par lâcheté.

Mais la grande coupable, la société, ne se soucie pas d'en convenir et elle préfère s'indigner de ce que ces gosses à esprit trop simpliste n'ont pas compris la subtilité d'une loi qui distingue entre assassins collectifs et individuels, dispensant pour les uns ses honneurs et réservant aux autres son échafaud.

Quant aux grands responsables de la guerre, ceux qui l'ont déclenchée ou se sont ingéniérés à la faire durer, ceux-là pourraient reconnaître leur ouvrage dans la jeunesse criminelle d'aujourd'hui.

Mais loin d'eux, une telle pensée. Les fa-

voris de la fortune et du pouvoir n'ont guère l'habitude de recueillir du sang et de la douleur de leurs victimes que l'accroissement de leurs dividendes ou la satisfaction de leur amour-propre. Rarement ils ont personnellement à subir les répercussions des maux qu'ils ont créés.

Il y a pourtant quelquefois d'étranges hasards. Tel ce drame récent qui vient de mettre aux prises, comme meurtrière, une de ces enfants de la guerre et, comme victime la mère du député Mandel, ce Mandel qui sous l'égide du sinistre et sénile vieillard, fut un des plus ardents jusqu'au-boutistes, un des plus zélés pourvoyeurs de charniers. C'était lui qui avec Ignace était le soutien du ministère Clemenceau. Ce sinistre trio montrait d'autant plus d'énergie à faire se prolonger la guerre qu'il était assuré, quant à lui, d'échapper aux maux que la guerre engendrait pour le commun des mortels. Pendant que l'hécatombe humaine grandissait, Mandel, de son ministère, excitait à de nouvelles batailles et marquait tranquillement les coups.

Les années sont passées faisant oublier les victimes et les désastres causés par la grande saignée. Mais il reste encore des victimes, plus qu'on ne le croit. En plus des estropiés, de ceux qui sont voués à bientôt disparaître, il y a toute une nouvelle génération qui monte portant, comme autant de menaces toutes les larmes des années de guerre pendant lesquelles elle est née.

Et voici que le hasard amène une de ces pauvres créatures à s'attaquer à la mère même d'un homme dont elle a été par répercussion la victime.

Dans cette curieuse coïncidence, des fatalistes pourraient voir l'expression d'une justice immanente. L'homme-lige de Clemenceau se souvient-il seulement de tous les inconnus qu'il a, de sang-froid, précipités dans la mort ?

Pourtant les souffrances de sa mère pourraient lui rappeler l'agonie d'hommes rôtant sur les champs de bataille, et les blessures portées par la petite domestique d'autres blessures bien plus horribles qui, n'eurent pour punition que la boue des tranchées.

FÉMINISME

Sommes-nous féministes ? Êtes-vous féministes ?

Des lecteurs haussent déjà les épaules. — Peuh ! le féminisme, c'est des vieilles lunes, c'est bourgeois, c'est ridicule : suffragettes, viragos.

Il est trop vrai que des bourgeois mènent grand bruit autour des urnes, espérant devenir députés : un débouché épatant pour une Française de la classe moyenne, à qui de longues études n'ont pas procuré une situation bien reluisante ; c'est si dur, les professions libérales. Ces dames et demoiselles multiplient les conférences, les articles de journaux et de revues. A les entendre, elles régénéreraient la politique, feraient régner l'hygiène, protégeraient l'enfance et supprimerait la guerre, de par leurs cours maternels et tendres. Mais nous qui n'avons pas la naïveté de leurs audaces et leçons, n'oublions pas que ces dames furent impeccables de patriotisme pendant la grande guerre et sommes persuadés que leur « loyalisme » les rendrait pires à la prochaine ; pour le reste, bourgeois timorés.

Quelle est la clientèle de ces dames ? Elle se recrute parmi la petite bourgeoisie et surtout les fonctionnaires, les employées de grandes administrations.

Mais les ouvrières ne sont guère touchées par cette propagande.

Et cela se comprend : que feraient-elles du bulletin de vote ? Peu de chose, elles le sentent bien. Et d'autres soucis les prennent. Le logement, le chômage sont pour elles des questions autrement importantes.

Et cependant il y a une question féminine qui se greffe sur la question sociale.

Cette question féminine n'est pas non plus une question sexuelle, comme semblent le croire certains camarades. C'est affaire à chacune de savoir si lui convient la vie de famille, le couple durable ou de caprice, la vie solitaire. C'est affaire de goût personnel, de sentiment, d'éducation — et très souvent, de circonstances, mais c'est, avant tout, affaire individuelle.

La question féminine par excellence est une question de pain et de loisirs, celle de l'égalité de salaires de l'homme et de la femme.

S'il existe, dans chaque métier, des catégories de salaires, il y a en plus, pour chaque catégorie, le salaire d'homme et le salaire de femme. Quelle injustice !

Il est assez curieux de constater que même des camarades ont la conviction bourgeoise et patronale de l'infériorité féminine : l'un vous confiera que, de l'aveu général, toute femme dans un service y produit moins et plus mal qu'un homme ; l'autre vous soutiendra qu'une femme doit être moins payée, parce qu'elle mange moins qu'un homme et fait sa lessive et ses robes. Pâles réformistes à courte vue, que ces prétendus anarchistes.

Assurément, les employeurs utilisent l'argument « production inférieure » et l'argument « moindre consommation » pour rétribuer moins la main-d'œuvre féminine, mais, est-ce qu'il y croient ? En réalité, ils profitent de vieux préjugés mais... souvent ils

préfèrent l'ouvrière à l'ouvrier : parce qu'elle est plus docile, et parce qu'elle boit moins !

Bien que tous les partis et groupements avancés aient fait fausse route au sujet du féminisme, égarés par des bourgeois ou par des utopistes, l'idée de l'infériorité des salaires masculins et féminins fait son chemin : dans l'enseignement, où les groupes féministes se sont depuis longtemps attelés à cette revendication d'ordre pratique, c'est chose faite : le Parlement a accordé les mêmes traitements aux institutrices qu'aux instituteurs ; dans les P.T.T., cela n'est pas encore, parce que sans doute les hommes y sont encore les plus nombreux et barrent la route à leurs collègues femmes... — Il y en a des catégories dans cette administration-là, et qui ne sont pas prêtes à réclamer le « traitement unique » ah mais non !

Dans certains centres de tissage comme Beauvais, Amiens, il n'y a pas de différences de salaires entre l'homme et la femme pour le même travail aux pièces ; et même l'homme peut y voir nombre d'ouvrières habiles se faire une meilleure semaine que des ouvriers moins adroits ou occupés à un travail plus grossier.

Une autre revendication du féminisme social, à caractère laborieux, c'est l'accès des femmes à toutes les professions. Aujourd'hui l'on ne s'étonne plus d'avoir affaire à une doctoresse, une avocate, de voir une jeune fille conduire une auto ; mais avant la guerre il y avait des métiers tabou, dont les ouvrières eux-mêmes, plus rétrogrades que les patrons, défendaient l'entrée aux femmes.

Tous les syndicats d'avant-guerre se rappellent bien l'affaire Couriau à Lyon. Le ménage Couriau était un ménage de types, dont le mari était syndiqué, mais le syndicat et même la Fédération du Livre, où régnait le réformiste Keufer, n'admettaient pas de femmes au Syndicat, ne toléraient pas de femmes dans les ateliers et le camarade Couriau fut bel et bien exclu de son syndicat pour avoir maintenu que sa femme continuerait à exercer son métier de typographe. L'affaire fit du bruit en son temps. Il coula des flots d'encre, les canards fédéraux du Livre, et d'autres, ne parlaient que de l'affaire Couriau. Elle jette un jour curieux sur la mentalité particulariste, de caste, de certaines corporations syndiquées. Pour moi, je la trouve autrement passionnante que la trop fameuse affaire Dreyfus dont ma jeunesse fut barbellée ! Le grand argument de Keufer et de ses partisans était que le typographe est constamment debout et s'intoxique par le plomb ; aussi prétendait-il être humanitaire, altruiste, eugéniste, et même féministe, en interdisant à la femme le métier de typographe.

En réalité, il était tout simplement trade-unioniste ce pauvre Keufer ; il craignait que la femme ne fit avilir les salaires des types ; au lieu de chercher à syndiquer les typistes et de mettre à l'index les « boîtes » occupant des typistes non syndiqués, il trouvait plus simple et plus expéditif d'empêcher les femmes de tenir le composteur.

« La femme au foyer ! », soupiraient les keuferistes.

Mais la guerre a précipité une évolution que tous les Keufer du monde n'auraient pu empêcher.

Si la classe ouvrière est encore dans l'esclavage, elle le doit, bien entendu, d'abord à ses maîtres, mais aussi, trop en partie, aux jalousies, aux divisions innombrables qui la déchirent. Jalousies de métier à métier, de catégorie à catégorie, de jeunes à vieux, d'hommes à femmes. Ces divisions stupides sont soigneusement entretenues par les patrons, qui en profitent. Evertuons-nous à les faire disparaître : soyons féministes, écoutons la voix des jeunes, tout cela est de bonne préparation pour l'unité ouvrière.

Dans un prochain article, nous étudierons : Ce que pourrait être un groupe féministe ouvrier.

Eugénie CASTEU.

PROPOS d'un PARIA.

Le parti communiste a profité de la commémoration de la Commune de Paris pour mobiliser ses effectifs et les faire défiler dimanche devant le mur symbolique.

Chacun bien à sa place, les groupes en formations quasi militaires, encadrés et conduits par les « militants responsables », la procession aurait pu se dérouler dans le calme le plus absolu, avec bannières au vent et chants liturgiques.

La cérémonie terminée, chacun emmenant sa chachou et les lardons s'en serait retourné chez lui avec la satisfaction du devoir « communiste » accompli.

Oui, mais, il y a en France, comme en tous les pays d'ailleurs, des gens qui, étant soi-disant chargés d'assurer l'ordre, ne font au contraire que se creuser les méninges pour trouver les meilleurs moyens de jeter la perturbation et créer le désordre. Les « filous » — il faut bien leur donner un nom, et ce n'est pas celui-là qui leur convient le mieux — se sont acquittés de leur mieux de la besogne dont ils étaient chargés. Leurs chefs, Chiappe et Tardieu ont bien mérité une fois de plus de Mussolini.

Les femmes ont été particulièrement l'objet des attentions touchantes de ces messieurs. Et quelle exquise politesse : « Tiens, grosse vache, encaisse ce coup de matraque... et ce coup de pied dans le ventre est-il bien servi !... » Ah ! Madame Chiappe, que n'avez-vous pu contempler vos protégées à l'œuvre ! Mais votre mari les a vus, lui, et je ne doute pas qu'il les récompense de leur beau courage et de leur urbanité. La République « des droits de l'homme et du citoyen » est bien défendue.

Certes, ce n'est pas la première fois qu'un préfet ou qu'un ministre, voulant jouer à l'homme à poigne, lance sur les prolétaires les forces de police. Mais jamais les gouvernants ne se sont sentis aussi forts et aussi certains qu'ils n'ont à craindre le moindre choc en retour.

Et le parti communiste porte certainement la plus lourde responsabilité de cet état de choses.

Par sa tentative de caporalisation de la classe ouvrière, par la politique qu'il a introduite dans toutes les manifestations qui avaient autrefois un caractère d'émancipation le plus large ou d'unité ouvrière comme la commémoration des assassinés de la Commune, par les divisions qu'il a suscitées et soigneusement entretenues, il a éloigné de lui les révolutionnaires les plus ardents, les syndicalistes qui valent l'indépendance de leurs organisations, précifiquement ouvrières en un mot, tous ceux qui ne veulent pas lutter pour substituer à un état bourgeois un autre état encore plus oppressif.

Mais revenons au Mur des Fédérés et citons, pour les camarades qui ne lisent pas l'Humanité, un exemple des mots d'ordres qui étaient donnés à ceux qui étaient conviés à participer à la manifestation. Ceci s'adressait à ceux qui font partie des clubs sportifs communistes :

Contre : Le sport bourgeois, la militarisation du sport, les clubs patronaux d'usage : la suppression des subventions à la F. S. T. ; l'interdiction du Grand Prix Cycliste de l'Humanité ; la nouvelle guerre impérialiste.

Pour : La défense de l'U. R. S. S., les clubs syndicaux, les subventions à la F.S.T., la liberté d'organisation d'épreuves, pour toutes les revendications des travailleurs, les sportifs ouvriers manifesteront le 26 mai au Mur, derrière les drapeaux de la Fédération Sportive du Travail. — La Commission de propagande du C. R. de la Seine.

Marcel Cachin se réjouit du succès de la manifestation de dimanche, la classe ouvrière, écrit-il, ayant « réalisé le programme qu'elle s'était tracé ».

Donc : « A bas le sport bourgeois » et « vivent les subventions ».

Mais que peuvent bien faire, dans cette galère, des révolutionnaires ? — Pierre Mualdès.

PRIMUM VIVERE...

Le philistin s'enorgueillit de vivre, — de vivre sans philosopher ! Il se flatte d'être homme essentiellement pratique, débrouillard, sans scrupule lorsqu'il s'agit d'affaires... Il se réjouit de savoir gagner de l'argent, de savoir mettre de l'argent de côté ; à l'occasion, de savoir manger de l'argent, car l'argent se mange ; l'argent est nutritif. Il doit avoir, à certaines bouches, la saveur de la chair humaine, la chair du pauvre...

Le philistin s'appelle Isidore Lechat, en littérature ; en fait il s'appelle légion. Ce serait une grave erreur de s'imaginer que seuls les « trusters » américains méritent le substantif. Il y a des philistins, des « hommes d'affaires », de tous les gabarits. Les uns atteignent aux étoiles, les autres disparaissent dans la fange du ruisseau qui les nourrit. Divers d'envergure, de taille et de poids ; ils ont le même esprit : ils aiment l'argent !

Nous vivons précisément à une époque que domine la « juiverie » cosmopolite des Banques, de l'Industrie, du Négoce étayée par des politiciens et hommes d'Etats, ceux-ci à faux-nez démocrate, ceux-là prenant allure de dictateurs et de tyrans.

Très éloignés de ces mastodontes du Pouvoir et de la Fortune, des foules grouillantes sont peuplées d'unités avides qui, du bec et des ongles, per fas et ne fas s'efforcent à percer. Le combat pour l'argent prend la tournure ignoble entre toutes, d'un

duel à mort sur un fantastique radeau de la Méduse, image des sociétés contemporaines.

Il s'agit de savoir, au fond, si l'on mangera ou si l'on sera mangé. Lutte inepte, affreuse, d'où se dégage cet argument : primum vivere !

Combien de fois n'avons-nous pas entendu opposer à notre désir ardent de bien-être et d'harmonie cette formule sacramentelle qui mériterait d'être gravée au frontispice des écoles primaires ! PRIMUM VIVERE !

En ce temps de mercantilisme, le primum vivere prend une force impressionnante. Il est toute la morale, toute la philosophie de l'heure. Son commandement se fait impérieux. Et l'on se sent malgré soi, comme propulsé en direction de l'abominable idole dont l'esprit possède le monde.

Il nous faut user d'une force réactive vraiment exceptionnelle pour ne pas succomber à l'entraînement général, pour ne pas être emporté par ce Maelstrom satanique qui fait tourner l'humanité sans arrêt, la détraque et la projette, épuisée, au fond de l'abîme.

Redevenir soi-même. Rester soi-même. Faire appel à toutes les ressources de la philosophie, combien cela nous est nécessaire et combien il importe que nous veillions à l'hygiène de notre moi, à l'entretien de notre santé intellectuelle et morale !

RHILLON.

La vie intense du capitalisme

Sous cette rubrique nous ferons entrer désormais tous aperçus sur la façon dont les sociétés capitalistes se comportent parmi le monde. Si nous sommes volés il est bon que nous sachions comment nous le sommes. Si nous avons des malheurs, il est bon que nous sachions à quoi tient leur puissance ; quels sont les moyens qu'ils mettent en œuvre.

La C. P. D. E.

Qui est-ce que ne connaît pas la C. P. D. E. ? Ce trust, distributeur d'électricité dans Paris a eu, il n'y a pas très longtemps, son heure de notoriété. Mieux que feu le Roi Pataud ne sut le faire, il a privé de lumière la ville et plongé dans les ténébreuses jusqu'au quartier général de Chiappe Imperator. Ce fut un beau grabuge, on s'en souvient. La panne révélatrice était due au défaut d'entretien des câbles conducteurs. Mais tout s'arrangea pour le mieux. La C. P. D. E. mise sur la sollette au Conseil municipal attendit le verdict avec une sérénité parfaite. Elle savait qu'il n'y aurait pas de verdict. Elle savait qu'elle lirait avantage de la fameuse panne. Et en effet, Chiappe Imperator qui n'aime pas qu'on prive de lumière la caverne aux sombres ramifications dont il prétend avoir fait le centre médullaire de la Capitale a tout simplement demandé, et il a obtenu, qu'on lui construisse une usine d'électricité spéciale. La C. P. D. E. se chargera de la besogne.

Il n'y a là qu'un incident qui ne motive pas le fait que le cours des actions de la C. P. D. E. atteigne aujourd'hui 3.000, alors que l'an dernier il n'était qu'à 1.500.

Si l'argent se porte sur la C. P. D. E., c'est qu'il y a bon comme dit le proverbe. Mais pourquoi y a-t-il bon ? La est le point d'interrogation.

Les scrutateurs financiers experts en écritures et en bilans ont ajusté leurs lunettes mais ils ont eu beau scruter ils n'ont rien découvert qui motive l'inflation constatée du cours de l'action C. P. D. E. Ils concluent donc que la cause de la plus-value est étrangère au passé et au présent et qu'elle tient à l'avenir. De quoi demain sera-t-il fait ? Que se prépare-t-il ? Quels projets s'apprêtent-ils à voir le jour ? Bien malin qui pourrait le conjecturer.

Il y a lieu de croire que les actionnaires du trust distributeur d'électricité escomptent quelque formidable extension de brigandage... car c'en est un — et que, avec le concours de la majorité des édiles, leurs créatures, ils complètent de faire suer de fructueuses dividendes à la masse des consommateurs.

Or, un voyageur du métro est consommateur de courant, et pour autant que la Compagnie de transport souterrain, emprunte son courant à la C. P. D. E. on peut presque, pour ne pas dire sûrement, s'attendre à une augmentation du prix des tickets. C'est ce qui nous pèse au nez. Ça et autre chose encore...

Quels sont au juste les rapports que la C. P. D. E. entretient avec la Ville de Paris.

La C. P. D. E. est concessionnaire de la vente du courant pour un temps qui théoriquement s'arrête en 1930.

La V. P. perçoit le quart des recettes brutes produites par la vente du courant d'éclairage, un dixième de la recette brute provenant de la vente du courant force motrice. Elle perçoit également une part des bénéfices si les bénéfices dépassent un taux fixé, quitte à combler l'insuffisance, en prélevant sa part du produit, si le taux n'est pas atteint. La V. P. garantit, par conséquent, la rémunération, au taux de 6 %

minimum, des capitaux de la C. P. D. E. Haïtons-nous de dire que la C. P. D. E. réalise d'importants superprofits : le taux de 10 % est largement dépassé.

Mais, — et voici la grande malice de la combinaison V. P. — C. P. D. E. — la V. P. assume la charge des travaux d'extension nécessaires par l'accroissement de la consommation. La C. P. D. E. contracte des emprunts pour payer les travaux ; la ville paie intérêts et amortissement.

La V. P. effectue le service des emprunts de la C. P. D. E. par l'intermédiaire de la C. P. D. E. Ce trust opère sous la rubrique « fonds de travaux », des résumés sur les sommes qu'elle devrait verser à la V. P. Depuis 1922, la C. P. D. E. a émis cinq emprunts, dont le total dépasse 800 millions.

800 millions de dépenses d'extension en 7 ans. De 100 à 120 millions de travaux sensément effectués par an. On mesure l'étendue des ambitions que cette manne réserve aux maîtres d'une part, aux entrepreneurs d'autre part ; les uns et les autres étant d'ailleurs des actionnaires de la C. P. D. E. Or, c'est la V. P. qui paie. Ce sont les consommateurs qui paient, comme consommateurs et comme contribuables : les petits payant naturellement beaucoup plus que les gros. Tel logement de Belleville ou de Charonne paye un tribut beaucoup plus élevé que tel bordel lumineux au voisinage des boulevards.

Ce qu'il y a de plus particulièrement caca, c'est que la V. P. n'est pas à l'abri des pannes de courant.

Le système d'estampage et de filiste d du reste subit un perfectionnement récent : la C. P. D. E. a créé, avec l'encouragement de la V. P., un fonds de travaux supplémentaires alimenté par des « majorations temporaires » du prix du courant !

On viendrait nous dire, d'après cela que le capitalisme est ennemi des combinaisons avec les « Pouvoirs publics » — villes ou Etat — que nous aurions beaucoup de peine à le croire. Le pillage qui déploie la bannière : service public ! est le plus fructueux, le plus sûr des pillages. C'est un vrai pillage de « pères de famille ». Il intéresse un tas de gens et par dessus tout une foule avide de prébendes, esbrouffiers politiques, que les accointements d'une clientèle abjecte et la sordide veulerie du peuple souverain, bombardent aux postes récepteurs.

Le consommateur, poire bédévole, à la satisfaction de payer, toujours plus cher, les produits de « consommation courante » et il ne peut éprouver qu'une intense fierté à s'entendre dire que « les tarifs de vente, établis à partir d'un prix de base variant d'après les données d'un index économique ».

Ce fameux index économique n'est-il autre que le coefficient de brigandage capitaliste multiplié par l'index de la stupidité publique ?

Assemblée Générale DE LA Fédération Parisienne

Les camarades sont avisés, comme nous l'avons annoncé la semaine dernière, que l'Assemblée générale à la Fédération aura lieu : samedi 1^{er} juin à 20 h. 30 (Maison des Syndicats), 163, boulevard de l'Hôpital (Mé. Italie).

En raison de l'importance de l'ordre du jour, nul doute que les camarades ne se fassent un devoir d'y assister.

"La Commune" de Lissagaray

La Librairie du Travail vient de faire paraître la Commune de Lissagaray. La réédition de cette belle œuvre — devenue introuvable — s'imposait depuis bientôt trente ans. Nous devons louer les camarades de la Librairie du Travail de l'avoir menée à bien. Amédée Dunois, chassé du P. C. voici déjà plusieurs années parce qu'il paraissait trop démocrate socialiste aux Catons d'alors, Treint, Suzanne Girault qui depuis... en a écrit la préface. Une préface érudite et lumineuse dans laquelle il fait revivre la rude et chevaleresque personnalité de Lissagaray, gentilhomme de plume et d'épée. Nous assistons à ses débuts, sous l'Empire. Dans les gazettes républicaines, il combat Badinguet et sa clique. Inévitablement il connaît la persécution : poursuites, tueries, incarcérations et aussi duels avec les coupe-jarrets des feuilles bonapartistes. Il est toujours prêt à en découdre pour la défense des idées qu'il chérit. En 1868 il fonde à Auch un journal : *L'Avenir*, qui sert de gongfalon à tous les opposants à l'Empire. Il y combat contre le régime sorti des bords du Gers, nommé Cassagnac, et puis à la suite d'une querelle, envoie un cartel au fils de celui-ci. Une rencontre sauvage a lieu où Lissagaray reçoit un coup d'épée dans la poitrine. Puis c'est la guerre de 1870, et Lissagaray se montre patriote, « jusqu'au boutiste » pour la guerre à outrance contre l'envahisseur, en cela il est fidèle aux enseignements « des bons maîtres » des Blanqui, des Vaillant, des Tridon et des autres.

Le gouvernement de la Défense Nationale instauré, il s'acquiesce avec le larmiteux Gambetta, il veut lever un corps de franc-tireurs, aller rejoindre Garibaldi pour combattre les Allemands. Il a même des projets de stratégie militaire, il les soumet à Gambetta, qui félon à son habitude, feint d'y prendre grand intérêt alors qu'il s'en moque. Lissagaray, cédant à la fougue et à la générosité de son tempérament, veut, nous dit Dunois, « être avec ceux qui se battent et se font tuer ». Aussi laisse-t-il les politiciens à leurs parolottes et s'en va-t-il à l'Armée de Chancy. L'Armistice survient. Il accourt à Paris, puis c'est le 18 mars. Lissagaray n'hésite point, il est avec le peuple. Il lance *L'Action*, puis le *Tribun du Peuple*. Montmartre pris, Lissagaray abandonne la plume pour le fusil. Il connaît jusqu'au bout la bataille des rues, il verra la mort de Delescluze dont il a laissé une relation si émouvante. Paris en flammes, il réussit à comment ? Il n'a pas cru devoir nous le dire « à gagner Londres ». Il y restera jusqu'à l'Armistice, assidu au British Museum, fréquentant chez Karl Marx, s'initiant aux certitudes du Marxisme Révolutionnaire : mission historique du prolétariat, lutte de classes, etc.. Cependant il ne fut jamais un marxiste orthodoxe. Il répugnait nous dit Dunois « aux embrigadements nécessaires ». Rebelle à toute organisation, essentiellement individualiste, jamais il n'accepta d'être inféodé à un clan quelconque. Sa dignité se refusait à toute sujétion. Là, constatée très justement Dunois, est la cause des faibles résultats de son action politique et peut-être de l'oubli où il est tombé.

En 1871, il publia à Bruxelles une première esquisse de son histoire sous le titre : *Huit journées de mai derrière les barricades*, puis un second pamphlet : *La Vision de Versailles*, dans lequel il stigmatisa les diverses factions de l'Assemblée de Versailles, d'accord « contre l'ennemi commun, le prolétaire ». En 1876, paraissait à Bruxelles son Histoire de la Commune. Amnistié, il rentre en France en 1880, et aussitôt fonde : *La Bataille*, où fidèle à son électionnisme natif, il appelle des représentants des diverses coterie socialistes. Il est plusieurs fois candidat. En 1885, il inscrit d'office Elise Reclus et Kropotkine sur la liste de *La Bataille*. Elise Reclus fut affiché sur les murs : Voter c'est abdiquer, voter c'est être dupe ». Lissagaray ne l'en maintint pas moins sur sa liste « parce que nous voulons, comme il nous le conseille AGIR ». *La Bataille* fut un curieux journal, haut en couleur, combatif, quelque peu antiparlementaire. Lissagaray, quoique ayant brigué plusieurs fois un mandat, ne prisait guère les batteurs d'estrade du Palais-Bourbon. Des socialistes, des guesdistes, voire des anarchistes y collaborèrent. Gérault-Richard y donna sa fameuse chanson :

Dans nos estomacs bedonnants
Nous ferons bourgeois ruminants
Plus d'une entaille
Au jour de la Bataille.

Jusqu'à sa mort Lissagaray fut à la pointe du combat révolutionnaire. Il ne donna dans aucune des « mystifications » de la fin du siècle : boulangisme, antisémitisme, etc. Il ne prit qu'une part médiocre à l'affaire Dreyfus, la *Bataille* étant disparue.

Sans nul doute, l'histoire de Lissagaray est le plus beau monument qui ait élevé à la mémoire des communards.

Lissagaray est le seul qui ait restitué la sédition communaliste avec autant d'ampleur et d'intensité que de minutie soignée. Les mouvements de foule, les grands enthousiasmes populaires, les solennités communardes, le 18 mars, etc., il en a donné des relations vibrantes, passionnées. Personne certainement n'a dit avec autant de vérité et de force la joie franche, spontanée, bruyante de l'homme de la rue lors de l'avènement de la Commune. Comme il les a vécus, aussi ses tableaux de Paris, sous la Semaine sanglante. Il a fait le coup de feu derrière les barricades. Cela se sent. Il est des pages vraiment épiques ; ici l'on voit des troupes de poudre, là des ruisseaux de sang. A-t-il été impartial ? Autant qu'on peut l'être alors que l'on est encore pantelant des douleurs subies, des blessures reçues.

Ceux que l'on s'accorde à réputer grands historiens, ont tous d'indéniables partis-pris. Ainsi Michelet, dans son histoire de la Révolution, a mis le plus clair de son génie à exalter Danton, à diminuer l'incorruptible. Puis Mathiez est venu, qui a détruit la légende grandiloquente et emphatique du « vertueux Danton » ; le vernis de l'Idole pourrie s'est écailé un peu plus sous ses coups véhéments ; par contre, il a magnifié avec la dernière énergie l'œuvre du divin Maximilien, qui pourtant aux Jacobins traitait Anacharsis Clootz, — le seul véritable internationaliste de la Révolution française — de Prussien ; ce qui témoigne de sa petitesse haineuse et de son chauvinisme cocardier. Faut-il rappeler Taine jugeant Babouv. Est-il impartial, lui ? Non.

Lissagaray n'a point méconnu les fautes, les très grosses fautes des membres de la Commune. Il leur reproche avec une amertume douloureuse leurs fautes tactiques, dans la lutte contre Versailles ; leur respect d'illots pour la Sacro-Sainte Banque. Les chefs communards semblent avoir eu constamment à cœur de montrer aux bourgeois qu'ils étaient honnêtes. Les niais. Les scrupules les plus enfantins les ont souvent empêchés d'agir. Ah des scrupules ! Ils n'en manquaient point. On leur en a tenu compte à Versailles. D'un bout à l'autre ils ignorent que le Drot c'est la Force. Alors que Thiers recrutait une armée, demandait à Bismarck les hommes de Bazine faits prisonniers à Metz, cherchait des renforts dans la marche de province, — préparait le second investissement de la Capitale, la Commune s'épuisait en discussions puillantes, ou en vaines parolottes. Les hommes de la Commune, récurrent par trop de souvenirs, ils furent trop la manie de « s'oripailier » dans le bric-à-brac historique. Les exemples des grands ancêtres, des Conventionnels, les hantaient jusqu'à l'obsession. Beaucoup de leurs décisions furent imitées de celles de la Commune de 1793. De Chaumette et de ses amis, ils n'eurent point la simplicité spartiate, au contraire, tous s'illustrèrent par leur goût nègre des verroteries, des chamaurures. Les rutilants uniformes des chefs fédérés sont restés célèbres. Les chefs communards manquaient d'homogénéité dans leurs desseins politiques. Leurs opinions discordaient étrangement. Proudhonnisme, Blanquistes, Marxistes, démocrates, patriotes exaspérés comme Rosell ; anarchistes paroxystes comme Vallès ; syndicalistes comme Malon-Varlin, radicaux à la Ranc, dont la place était plutôt du côté des assassins versaillais. C'était continuellement la zizanie la plus pitoyable.

Tous ces hommes aux intentions si dissimilables ne pouvaient s'entendre sur un programme d'action. On agissait bien, avec beaucoup de bonne volonté, mais en franc-tireurs. Il n'y avait aucune cohésion dans les efforts. Benjamin Flotte qui tenta à deux reprises l'échange des otages contre Blanqui, le comprit-il ? La présence du « Vieux » parmi les Communards eût-elle été salutaire à la Révolution ?

A. BARCELONE.

A M. Barthou

J'apprends par le *Libertaire* que mon camarade Delobel a été arrêté le samedi 18 mai pour un article, que je lui avais donné le 13 avril dernier, lequel portait comme titre « Pas de pitié pour les bourgeois ! » Il est inculpé de provocation au meurtre.

Dans cet article, je faisais allusion au livre du professeur Spéranski, qui contient la narration des faits qui se sont passés, à Ekaterinbourg, dans la nuit du 17 juillet 1918, et j'essayais d'analyser les motifs qui avaient fait agir Jourowski, l'homme qui abattit le tsar et sa famille.

Je ne pense pas que l'analyse de ces motifs puisse constituer une provocation au meurtre ; car, dans ce cas, tous les historiens écrivant sur la mort de Louis XVI tomberaient sous le coup de la loi ; d'autre part, si celui qui analyse les faits relatés dans un livre est poursuivi, comment l'auteur du volume ne le serait-il pas ? D'ailleurs aucune loi, du moins jusqu'à présent, n'a été promulguée pour poursuivre ceux qui analysent les événements historiques, surtout quand ces événements sont vieux de 11 ans.

D'autre part, il y a eu d'autres crimes politiques en Russie, dans la période de 1914 à 1918, et il y a à Paris un homme qui n'a pas hésité à raconter tout au long les péripéties d'un assassinat politique : je veux parler du prince Youssoufowitch qui écrivit, il y a un an, « Comment j'ai tué Raspoutine ! » et que Dame Justice n'a nullement inquiété.

J'ai écrit ensuite : « ... Nous saurons, au jour des règlements de comptes, non nous venger basement, mais abattre, sans pitié et sans faiblesse, s'ils se mettent en travers de notre route, les valets de la bourgeoisie afin que le règne de la justice arrive. »

Je ne veux pas commenter longuement dans un article de journal la loi du 17 mai 1819, celle du 29 juillet 1881 qui l'a remplacée et qui qualifiait de provocation à des crimes et délits les infractions suivantes :

- 1° La provocation aux crimes et délits suivis d'effets ;
- 2° La provocation aux crimes et délits non suivis d'effets ;
- 3° Les cris et chants séditieux ;
- 4° La provocation de militaires à la désobéissance.

Tenons-nous en au deuxième cas de la loi de 1881, qui nous intéresse en l'occurrence, provocation aux crimes et délits non suivis d'effets.

L'article 24 de la loi de 1881, dispose dans ses deux premiers paragraphes, que ceux qui auront directement provoqué, soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie, soit à l'un des crimes et délits contre la sûreté intérieure de l'Etat seront punis, même dans le cas où la provocation n'aurait pas été suivie d'effet, d'un an à cinq ans de prison et de 100 à 3.000 fr. d'amende.

Seulement, ce même article 24 stipule expressément que la provocation au crime ou délit doit être directe, c'est-à-dire formelle et précise.

Or, la phrase incriminée ne contient aucune provocation directe, elle ne précise nullement le fait, et d'autre part, elle n'est exécutive dans ses effets que si les valets de la bourgeoisie se mettent en travers de notre route, pour empêcher que le règne de la justice arrive, mais comment imaginer que ceux qui parlent continuellement de justice et qui en portent les attributs veuillent empêcher l'avènement de son règne.

Je sais très bien, malheureusement, que tous nos raisonnements ne serviront de rien, et que je ne changerai pas d'un iota, ce que les matras du jour ont déjà échaudé. Dans ce cas, je revendique pour ma part les responsabilités de l'article que j'ai écrit et j'attends que vous me jetiez en cellule.

Dans le silence de la prison, je relirais — pour ne distraire ! — les fameux Droits de l'Homme et du Citoyen, que nos pères ont payé de leur sang.

René GHISLAIN.

Nota. — Notre ami Delobel arrêté pour le motif qu'indique Ghislain est au régime politique depuis plusieurs jours. Ça ne peut nous satisfaire et nous demandons pour le gérant du *Libertaire* la mise en liberté provisoire que les banquiers « malheureux » obtiennent si aisément. — La Rédaction.

Chronique du Temps présent

Bien que trois semaines se soient écoulées depuis la dernière consultation électorale, il n'est peut-être pas inutile de jeter un regard en arrière et de dénoncer, une fois de plus, la stupidité et surtout l'immoralité du suffrage dit universel.

Les récentes élections municipales nous fournissent le thème que nous allons développer, et c'est à la Ville de Paris que nous limiterons nos observations.

Ce qui frappe — on peut vérifier le fait à chaque nouvelle période d'élection municipale ou législative — c'est le nombre sans cesse croissant des candidats à la députation et à l'Hôtel de Ville.

Tous les quatre ans, l'armée des quémanteurs de suffrages grossit : on peut en juger par l'alignement de ces horribles panneaux qui enlaidissent, pendant un mois, les artères de la Capitale.

Paris, qui n'a que 80 conseillers municipaux à élire, a vu près de 1.200 candidats le solliciter.

15 amis du peuple à l'assaut d'un fauteuil ! Ne trouvez-vous pas cette proportion inquiétante ?

On pourrait s'étonner de voir surgir tant de bonnes volontés éprises de bien public — je laisse de côté ces fantaisistes dont tout le programme consiste à réclamer la prolongation du chemin de fer de Ceinture — on pourrait s'étonner, dis-je, de voir fleurir tant de compléances jusqu'aux ignorés, si on ne savait que les fonctions de Conseiller municipal, à Paris, valent, au bas mot, 100.000 francs, bon an mal an.

On comprend facilement qu'à ce tarif, des centaines de rénovateurs sortent de l'ombre où ils étaient plongés et se découvrent tout à coup une âme d'apôtre, ainsi que toutes les qualités requises pour une bonne administration de la Cité.

Loin d'être des apôtres, les nombreux compétiteurs en présence sont, plus simplement, des prolétaires fatigués du bifteck qui, comme la vie, devient trop quotidien ou des industriels soucieux de donner un plus grand développement à leurs affaires ou encore — le cas n'est pas rare — de richissimes vaniteux à la conquête d'un titre qui les différenciera — du moins ils le pensent — du troupeau humain.

Il n'y a rien de plus attristant, en période électorale, qu'un préau d'école. Ce lieu, ordinairement calme et souriant, devient le lieu de rendez-vous des brutes, des ignares, des ivrognes et des... communistes plus ou moins égarés.

Grâce à l'accord parfait de ces quatre variétés d'individus, il est impossible à un orateur quelconque d'exposer ses idées en toute liberté !

Injures, vociférations, poings tendus sont les meilleurs arguments que trouvent — à défaut des autres — les pauvres esprits de Moscou.

La liberté de parole est morte et ce sont les communistes qui l'ont tuée.

Je me suis laissé dire que, dans certains quartiers du lointain 14^e arrondissement, un candidat, très jeune — il vient d'avoir 25 ans — eut une idée très ingénieuse. Un an environ avant les élections, il fonda, dans ce quartier désertifié, un cabinet de consultations juridiques où, sur présentation de sa carte d'électeur, tout citoyen pauvre ayant besoin des conseils d'un avocat, était sûr d'en recevoir, sans déboursier un sou. Notre candidat, très riche d'ailleurs, ne borna pas là ses libéralités. Les sociétés sportives prirent un essor prodigieux, grâce à ses subventions aussi larges qu'intéressées. Enfin, un bureau de bienfaisance fut ouvert. Et notre bon jeune homme — semblable au roi Henri IV, qui voulait que le peuple ait pot figurât, chaque dimanche, sur la table du pauvre — fit distribuer discrètement, il est vrai, quelques viandes appétissantes sur des tables qui, de supporter l'aridité victualles, n'avaient pas l'habitude.

Aujourd'hui, le bon jeune homme est élu et les mauvaises langues prétendent que sa campagne électorale, depuis un an, lui a coûté — gigols compris — 300.000 fr. ! Cette petite fortune n'aura pas été dépensée en vain. Dans six ans, à la fin de son mandat notre bon jeune homme aura bien gagné 600.000 francs. Il a donc fait un excellent placement. C'est un garçon d'avenir. Je le lui prédis dès maintenant : il arrivera.

Dans ce même quatorzième arrondissement, un candidat appartenant au parti républicain-socialiste, M. Poyet, fut, au cours de la semaine précédente le scrutin de ballottage, convoqué, en toute hâte, au ministère de l'Intérieur. Une personne digne de foi a vu, de ses yeux vu, la lettre de convocation.

Le lendemain soir, le citoyen Poyet affirmait en réunion publique, qu'on avait essayé, au ministère de l'Intérieur, de faire pression sur lui. Oh lui aurait demandé de se désister en faveur de M. Yves-George Prade, moyennant une petite « compensation » de 150.000 francs. M. Poyet, refusa.

Un bon point à cet étrange nonneur homme, si ses affirmations sont exactes.

M. Tardieu, ce ministre plein de tact et d'énergie, aimerait, dit-on, se servir, en période électorale, d'arguments qui, neuf fois sur dix — la vie est si chère ! — demeurent sans réplique.

En termes dithyrambiques, la grande presse française a exalté les « exploits de nos as » à Vincennes.

Une journée triomphale pour les ailes françaises, imprime fièrement le *Petit Parisien*.

Ils étaient là, plusieurs centaines de milliers de gens de toutes les conditions, applaudissant aux prouesses des aviateurs.

L'Echo de Paris a insisté sur le caractère de cette manifestation plus patriotique que sportive.

L'Echo de Paris a eu raison. Il s'agissait bien là d'une démonstration chauvine.

Le public était celui qui se pressait aux obsèques du maréchal Foch.

Le 26 mars, de Notre-Dame aux Invalides, ce n'était pas seulement une foule de curieux — la même qui regarde passer les chars, à la Mi-Carême — c'était surtout la foule à qui la guerre n'a rien appris, parce que cette foule est incapable de réflexion, incapable de comprendre tout le tragique de certains événements et à dégaucher de ces événements les leçons qu'ils imposent.

Les foules, victimes de la guerre, ne baissent pas profondément la guerre. L'odeur des charniers exerce, sur leurs narines, un attrait singulier.

S'il en était autrement, Foch aurait eu un moins « bel enterrement » et l'escadrille qui bombardait le petit village de toile et de bois, édifié au polygone de Vincennes, pour la satisfaction des anciens et futurs combattants, n'aurait compté que peu d'admirateurs.

La Chambre a repris ses travaux. Elle a commencé — c'était prévu — par faire confiance au Gouvernement, interpellé sur le caractère illégal des arrestations préventives du 1^{er} mai.

Une fois de plus, l'honnête Poincaré a eu sa majorité. Il l'a obtenue aujourd'hui comme hier, comme il l'obtiendra encore demain.

Plus poincariste que Poincaré lui-même — si l'on peut dire — toute cette valetaille à plat ventre vote selon la volonté du Maître.

Le président du Conseil est l'homme des ordres du jour chargés pour sessions courtes.

Grâce à la complicité de son ami dévoué, le socialiste de gouvernement Bouisson, dit Robert Houdin, les discussions sont esamées et les interpellations gênantes renvoyées sine die.

A la faveur des séances de nuit où il est si facile de triompher de la lassitude des adversaires, on fait voter des projets, à la vapeur. Défense de broncher.

C'est ainsi que M. Poincaré gouverne et entend continuer à gouverner.

Ce petit homme coloré, aux conceptions étroites et au cœur sec symbolise admirablement notre bourgeoisie d'après-guerre.

De cet homme, la majorité du pays a fait un Dieu, un Dieu à la mesure de sa philosophie et de son égoïsme.

En France, les gouvernés n'ont jamais été très difficile, quant au choix de leurs dirigeants.

MONSIEUR LESAGE.

LA RÉPUBLIQUE ROMAINE

par RHILLON

SITUATION DE LA PLÈBE AUX PREMIERS AGES DE LA RÉPUBLIQUE

PREMIÈRE PARTIE

Au sortir des temps légendaires, vers le V^e siècle avant Jésus-Christ, la colonie grecque qui, deux siècles auparavant, s'était installée au carrefour du Latium et de l'Etrurie, dans un site éminemment favorable à son développement, formait une vaste agglomération mitcadine, mi-rurale où l'on distinguait trois catégories de citoyens :

Les patriciens (du mot « pater » qui implique une idée de puissance) ;

Les clients (d'un vieux mot qui veut dire obéir) dont le nombre constituait le peuple (populus) ;

Les plébéiens, hommes sans attaches organiques avec le peuple et la classe patricienne, qui constituaient la masse, le troupeau.

Les familles patriciennes étaient demeurées longtemps solidaires les unes des autres dans des sortes de tribus à forme religieuse et patriarcale appelées gentes qui possédaient le sol à l'état d'indivision.

Mais à l'époque où nous entrons, à l'aube de temps historiques, les gentes s'étaient déjà démembrées en familles indépendantes et auto-

nomes ; la propriété individuelle avait fait son apparition.

Primitivement les gentes déléguaient leur chef, pater, à une assemblée de séniores chargée d'administrer la cité. Lorsqu'elles se furent fractionnées il fallut procéder à un choix parmi les chefs de famille pour recruter le Sénat. Les pères susceptibles d'entrer au Sénat furent portés sur des listes ; on les intitula pères conscripti, « pères conscrits ».

Les gentes englobaient, outre les familles patriciennes, un peuple de clients formé d'esclaves affranchis, peu nombreux, et des populations indigènes passées sous le joug des conquérants.

Le client dépendait à tous égards d'un patron (le mot a la même racine que pater, et il signifie puissance appliquée à un objet déterminé, en l'espèce le client). Etabli sur le patrimoine de la gent à charge de cultiver le sol et de payer une redevance en nature au patron, le client jouissait d'une condition relativement tranquille. Il se sentait protégé et soutenu. Et puis, il n'y avait pas entre le patron et le client une distance bien grande. L'un n'était pas très riche, l'autre était assez éloigné de la misère ; ils pouvaient encore s'en-

tendre, se comprendre, s'aider mutuellement. Malheureusement l'esprit de conquête et l'ambition devaient s'éveiller et avec eux la discorde, les antagonismes, l'oppression et l'exploitation des faibles par les forts.

Rome ne commença à s'étendre par la conquête qu'assez tard. Elle ne prit la ville de Véies, distante seulement de vingt kilomètres, qu'en 360. Les destinées impérialistes de la cité romaine existaient cependant en puissance dès l'avènement de la République après l'expulsion des Tarquins (épisode illustré par le vieux Brutus immolant ses fils parce que suspects de tendresse envers la monarchie).

La décomposition des gentes accuse déjà la poussée des ambitions patriciennes. Elle eut pour effet de libérer les clients d'une tutelle protectrice et de les livrer, libres mais désarmés, aux exactions des puissants et de l'Etat.

L'ancienne clientèle forma la plèbe rurale, le troupeau amorphe des petits propriétaires terriens dont les lopins, éparpillés dans la grande propriété, avaient grand peine à se défendre contre les empiètements de leur ennemie naturelle.

Le plébéien rural, en tant que propriétaire, était appelé à l'honneur de porter les armes. Il devait s'équiper à ses frais, répondre à l'appel sous les drapeaux et aller en guerre sous la conduite de généraux patriciens. Les guerres se proposaient le butin pour objectif. Ce butin, d'ailleurs aléatoire, était rarement distribué à tous les guerriers d'une façon équitable. Les patriciens s'adjuageaient la part du lion et, fréquemment, la campagne finie, le légionnaire plébéien rentrait dans son foyer les mains vides. Souvent aussi, pendant son absence, ses biens avaient été razzés. Il lui fallait reconstituer son patrimoine brisé par

bride, le mettre en culture et vivre en attendant. Pour comble l'Etat lui réclamait le tribut ou impôt foncier. Forcé était alors d'emprunter. Dans les temps d'égalité relative l'emprunt se faisait sans intérêt, entre voisins de même condition. L'emprunteur s'acquittait quand il le pouvait. C'était en somme un échange de bons procédés, une pratique d'entraide qui s'appelait le mutuum. Les emprunts consistaient généralement en têtes de bétail ou en semences. (Ainsi que le mot pecunia l'indique les troupeaux (pecus) donnaient la mesure de la fortune des Romains des premiers âges).

Vers le milieu du IV^e siècle la monnaie fit son apparition sous forme de lingots de cuivre. L'Etat exigea le paiement des impôts en cette monnaie. Dès lors la thésaurisation fut possible, le troc cessa d'exister. Le plébéien rural fut mis dans l'impossibilité de se procurer par l'échange de ses produits les objets indispensables qu'il ne fabriquait pas lui-même.

Le mutuum n'eut plus que la portée d'un service passager sans effet dans les circonstances où il était nécessaire d'obtenir de l'argent, par exemple pour acquitter l'impôt ou pour se procurer du matériel. Il fallut passer par les fourches caudines des prêteurs d'argent, patriciens ou plébéiens enrichis par le négoce. Car, à côté de la cité patricienne, dans ce que nous appellerions aujourd'hui les faubourgs, tout un monde de négociants, en majeure partie importateurs de céréales, s'était groupé, pour lequel la puissance matérielle précéda la puissance politique. Cette plèbe urbaine fut vis-à-vis des patriciens romains ce que la Bourgeoisie fut, dans le cours du XVIII^e siècle, vis-à-vis de l'aristocratie foncière.

L'apparition de l'argent ou du métal qui en

tint lieu est à l'origine de tous les maux qui ont affligé et qui continuent d'affliger l'humanité. L'argent fit de l'homme, positivement, un loup pour l'homme.

Chez les Romains, dès que le moyen fut donné à quelques-uns de thésauriser, de capitaliser et de courber sous leur joug des hommes placés en des conditions qui les contraignaient d'accepter le joug, on vit s'affirmer des mœurs qui nous paraissent aujourd'hui bien barbares mais qui ne diffèrent en réalité de nos mœurs actuelles que par un peu moins d'hypocrisie.

Le débiteur qui ne parvenait pas à s'acquitter en temps voulu était émis en personne par le créancier « in manus injectio » et traîné devant un magistrat dont le rôle se bornait à constater l'insolvabilité de l'emprunteur.

Au cours de cette comparaison si le débiteur ne trouvait pas un homme qui se portât caution, un « vindex », il était emmené par le créancier et mis sous fers dans l'ergastulum.

Durant les soixante jours que pouvait durer sa détention le prisonnier était exposé à trois reprises différentes sur la place publique à l'effet de solliciter un vindex. Si le vindex ne se présentait pas que pouvait-il advenir ? Ou bien le débiteur insolvable était vendu comme esclave de l'autre côté du Tibre (car nul citoyen romain ne pouvait être esclave dans son pays) ou bien il était mis à mort et, s'il avait affaire, à plusieurs créanciers, son cadavre dépecé et partagé.

A la vérité ni la vente comme esclave, ni la mise à mort et encore moins le dépecement du cadavre ne semblent avoir été appliqués du moins sur une grande échelle. Les créanciers eurent recours à une procédure supérieurement profitable appelée le nexum, d'un mot qui signifie lier.

Par cette procédure l'emprunteur vendait sa

A TRAVERS LE MONDE

EN ALLEMAGNE

Le massacre des ouvriers de la "Badische Anilin" raconté par un témoin

La sonnerie du téléphone retentit... — Bien, j'ai vu. — On vous demande de Ludwigshafen. — Bien, j'y vais.

Allô... oui, c'est moi. Oui, oui, parlez plus distinctement, encore une fois ! — Oui, cette fois, j'ai compris. Bien, bien, je répète donc : depuis trois jours, les ouvriers quittent l'usine de la B.A.S.F. (Badische Anilin) après huit heures de travail. Ils se refusent à travailler 9 heures. La direction menace de lock-out. Ce soir, vous avez une réunion, à laquelle je dois absolument prendre part... C'est bon, j'y serai. Au revoir.

Depuis des heures, les fils télégraphiques passent devant mes yeux avec la même régularité. Nous voilà enfin à Francfort, et il faut déjà nuit lorsque le train entre en gare de Mannheim. Maintenant, la situation devient difficile : Ludwigshafen est encore occupée et on ne peut passer le pont du Rhin qu'avec un laissez-passer signé des autorités françaises. Mais, heureusement, on n'arrête pas tout le monde, et on ne contrôle pas tous les tramways.

J'ai de la chance et j'arrive à Ludwigshafen sans avoir été incommodé par personne.

Déjà à la porte de la salle de la réunion, on perçoit distinctement la voix vibrante de l'orateur. La réunion est déjà commencée. La salle est remplie de fumée et d'hommes.

Tous les vieux camarades qui, plus d'une fois déjà, ont eu à mener la lutte contre les magnats de la chimie, sont présents.

Des rapports sur la situation dans l'usine se succèdent.

De nombreux ouvriers qui depuis des semaines et des semaines articulent à peine un bonjour et ne parlent plus dans les réunions depuis des années, retrouvent ici leur langue. Tout le monde exprime l'opinion que les ouvriers de la chimie ne reconnaîtront à aucune condition la prolongation du travail de nuit à neuf heures ordonnée par la direction de l'usine.

Or, les rois de la Badische Anilin ont voulu s'en tenir au contrat signé par les chefs de la Fédération des ouvriers de fabrique (Fabrikarbeiterverband) qui leur donne le droit de prolonger la durée du travail.

Mais les ouvriers répondent : nous n'avons demandé notre avis lors de la signature du contrat ? et d'autres : Notre santé se détruit ici, et ce n'est pas pour ça que nous avons fait la révolution. Nous, nous tenons à la journée de huit heures.

Les dictateurs de la Badische Anilin ont déclaré : depuis le 1er mars, la journée de travail est de 9 heures. Mais une petite très infime minorité est restée à l'usine. Des milliers et des milliers passent devant le gardien d'usine ; leur mot d'ordre est : journée de huit heures.

Telle était la situation depuis trois jours. Si, le premier jour, les contremaîtres et les chefs d'équipes croyaient que les « récalcitrants » deviendraient plus « raisonnables », le lendemain soir déjà, ils devaient déchanter et s'avouer qu'un nombre plus grand d'ouvriers encore s'étaient ralliés aux opposants.

Pendant une courte pause, proposée pour permettre au Comité de préparer une résolution, on annonça la nouvelle que le lock-out était déjà décidé. L'équipe de nuit pouvait encore travailler jusqu'au lendemain matin. Puis la direction ordonna d'afficher cette décision dans toutes les gares des environs, car dans quelques heures, 15.000 ouvriers de 670 localités viendraient prendre leur service.

La situation était pour nous très claire : la décision du lock-out ne pouvait atteindre tous les ouvriers et empêcher que des milliers de prolétaires viennent le lendemain et trouvent les portes fermées. Aussi décidâmes-nous de préparer la nuit même un tract et d'organiser pour le lendemain matin une réunion devant la porte de l'usine en vue de laquelle nous désignâmes de suite les orateurs.

7 heures du matin. Devant la grande porte, des centaines de prolétaires, leurs bouteilles de café et leurs musettes dans les mains, sont massés. Aucun d'eux ne sait que le lock-out est déjà décidé. Ils s'attendent seulement de voir la porte fermée et qu'on ne les laisse pas entrer. Est-ce qu'ils ne veulent pas travailler ? Mais assurément si, mais pas plus de huit heures. C'est pourquoi ils sont déjà partis de chez eux à 4 ou 5 heures. Ils n'ont pas l'habitude d'attendre, leur vie n'est-elle pas une chose continue, et n'y a-t-il pas toujours quelque chose derrière eux, pendant le travail, pour accélérer leur rendement ? Mais ils ne voient pas aujourd'hui de contremaîtres, et maintenant, de toutes les rues avoisinantes, affluent des milliers et des milliers de prolétaires, tel un long ruban noir.

Ils sont là des jeunes et des vieux. Ils ont presque tous la même couleur terne de visage, les mêmes vêtements pauvres et la même démarche fatiguée, comme s'ils portaient tous une charge invisible et accablante.

Mais, fait curieux, les masses restent là muettes, seules les lèvres s'ouvrent lentement pour

articuler ce seul mot : « Lock-out ». Les tracts volent, tels des oiseaux blancs.

En un clin d'œil, nous voilà sur un mur et, rempli de haine contre les magnats de la chimie, nous prouvons aux ouvriers, avec quelle brutalité cette agression contre la journée de huit heures a été déclenchée et comment l'arbitrage et le réformisme syndical ont privé les ouvriers de tout droit de libre disposition.

Devant nous se dresse la large porte close. Serres étroitement les uns contre les autres, des milliers d'ouvriers sont massés au mur de cette entrée fermée. Il est déjà presque huit heures, et soudain, un des battants immenses de la porte s'ouvre lentement.

La masse s'agit : peut-être tout cela n'était-il qu'une illusion, maintenant tout le monde va pouvoir retourner à son travail ? Les regards peuvent à peine embrasser la large place. Mais que se passe-t-il ?

A 50 mètres à peine de la porte vis-à-vis de l'entrée, on voit des hommes, des hommes et des hommes ! La police ! Mais que vient faire la police dans l'usine ? En l'espace d'un éclair, mille pensées traversent les cerveaux. Je me mets à les compter. Soudain, un cri rauque sortant de la masse : « Ils ont des revolvers dans les mains ! »

La grande porte est largement ouverte, mais personne ne fait un pas pour entrer.

Une détonation ! La foule se disperse en une course folle. Les ouvriers tombent, crient, fuient toujours et, derrière eux, les brutes policières les poursuivent sans arrêt de tirer.

La grande place est maintenant déserte. Ça et là, des prolétaires sont étendus, leurs musettes sur le dos et près d'eux la bouteille de café. Des balles contre les prolétaires, dont le seul crime est de ne pas avoir compris, devant les portes fermées, que le lock-out était déclaré !

De ma vie, je n'ai vu un massacre aussi odieux et, par surcroît, précédé d'un véritable riot-annus.

Les masses se rassemblent de nouveau. Un changement s'est produit en elles. Elles font volte-face et se dirigent vers la grande porte. Les policiers se replient sans cesser de tirer. Déjà la foule est dans la cour et continue d'avancer.

Devant la porte de l'usine, des cadavres et des blessés. Les policiers n'ont plus de munitions. Maintenant, les ouvriers s'élancent sur les bourgeois pour venger leurs camarades de travail.

C'est alors que les « sauveurs » arrivent précipitamment. La police française secourt s'est adressée aux autorités françaises qui, immédiatement, ont envoyé des troupes. Les agents de police se sont alors mis sous la protection de l'« ennemi » et, entourés de troupes coloniales, ils sont en sûreté pour passer à travers une haie de milliers de prolétaires.

Les ouvriers de la chimie n'ont pas encore oublié ce monstrueux massacre, et la place devant la grande porte de l'usine ne s'est jamais complètement débarrassée des milliers de prolétaires, est là pour rappeler constamment que parmi les pierres, est encore le sang de ces ouvriers assassinés par le trust de la chimie. — E. S.

La classe ouvrière n'a pas de capacité politique ; elle n'en a pas besoin. Sa cause n'a rien de commun avec la politique, c'est sur le terrain économique que sa destinée se joue, et exclusivement et intégralement là. — PROUDHON.

Donnez-nous satisfaction

Avec les divisions qui rongent le mouvement anarchiste il n'a pas été toujours facile — depuis plusieurs années surtout — de rassembler autour du LIBERTAIRE les militants rédacteurs susceptibles de rendre des plus intéressantes la lecture de notre organe.

Nos lecteurs conviendront qu'avec ce numéro il y a quelque chose de changé. Nous leur annonçons d'ailleurs que nous ne nous en tenons point là et que nous nous efforçons encore d'améliorer la tenue du journal.

Mais il ne faut plus que le LIBERTAIRE se débâte constamment dans des difficultés financières qui le mettent toujours à deux doigts de sa disparition.

Abonnez-vous, camarades ? Amenez-vous de nouveaux lecteurs ! Participez à la souscription !

Ainsi vous montrerez que vous êtes sensibles aux efforts que nous faisons pour vous donner un bon journal de propagande anarchiste.

AUTOUR D'UNE SAINTE

La 51^e fête fédérale de gymnastique à Orléans

Le 500^e anniversaire de la délivrance d'Orléans par la sainte pucelle Jeanne vient, on le sait, d'être célébré avec tout l'éclat nécessaire à une manifestation cléricale et politique de ce genre.

On a pu se rendre compte que les abrutisseurs de foule n'ont rien négligé pour que cette mascarade fasse une énorme impression sur la pauvre cervelle populaire, afin que celle-ci en sorte un peu plus imprégnée de préjugés patriotiques. Cela est nécessaire pour préparer les moutons à la boucherie de demain.

Ne croyez pas qu'après la Comédie du 8 mai et des jours précédents tout était terminé : La grande quinzaine johannique s'est terminée par la 51^e fête fédérale de gymnastique.

On sait que ce sont les différentes sociétés qui ont participé à cette manifestation. On sait quels buts poursuivaient leurs chefs. On sait qu'avec l'éducation physique qu'elles donnent aux jeunes gens, ces sociétés travaillent surtout à former chez eux-ci l'esprit patriotique et les préparent à faire de bons élèves de l'Ecole du CRIME.

Certes, si ces différentes organisations n'avaient pour but que de rendre l'homme plus fort, plus harmonieux, de lui donner le moyen, par la culture physique, de se faire un corps sain, capable de résister aux assauts de la maladie, si elles ne poursuivaient que le noble idéal d'apprendre à l'homme à cultiver son corps aussi bien que son intelligence, je serai le premier à les louer et à les encourager.

Je n'ai jamais eu la naïveté de croire cela ! Et si cependant je l'avais eu, de nombreux passages que je retrouve dans les discours prononcés par les personnalités officielles après le banquet qui clôtura cette mémorable journée, m'auraient singulièrement détrempés.

Qu'on lise, qu'on juge : Ainsi s'exprime M. Cazalet, président de l'Union Fédérale :

« Notre œuvre est comme la prescience des paroles de Chanzy à Reims, en 1882, lorsqu'il définissait ainsi son programme devant Jules Ferry : « Faites-nous des hommes, et l'armée en fera des soldats (1). »

A son tour, M. François Poncet, sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts, nous a déclaré :

« La gymnastique, enfin, en même temps qu'elle contribue à créer l'individu, renforce puissamment le sens de la communauté nationale. Les enfants, qui, dès le jeune âge, accomplissent en commun des mouvements rythmés, feront plus facilement d'autres de bons citoyens. Poursuivant une fin qu'il saisit, adhérent à une discipline qu'il accepte, l'adolescent acquiert, peu à peu, le sentiment profond de l'obéissance à la loi. Il se prépare ainsi pour cette grande tâche du service militaire qui, jusqu'à ce que l'humanité ne parvienne à la sagesse définitive, demeurera une obligation. Au reste, l'éducation physique s'impose plus que jamais à une époque de service à court terme.

Je suis obligé de conclure, d'après l'avis de ces messieurs, que ces sociétés de « gymnastique » ne sont qu'une intense préparation à la guerre de demain que l'adolescent se prépare ainsi à cette grande tâche du service militaire, qu'elles ne sont qu'une sorte d'apprentissage, de noviciat d'où le jeune homme en sortira vraiment citoyen de la République, c'est-à-dire capable, le cas échéant, de défendre l'indépendance, la liberté et l'honneur de son pays, c'est-à-dire aller crever dans les barbelés, n'est-ce pas, monsieur Poncet ?

Ouf ! ôte béate et stupéfaitement admiratrice qui applaudissait ces jeunes gymnastes ! Pourras-tu douter maintenant qu'on te donnait en spectacle des veaux qu'on engraisait pour l'abattoir, des proies que la Déesse Patrie attend d'être grasses à point pour les dévorer de ses dents de fauve sanguinaire.

Raoul COLIN.

(1) Extrait du République Orléanaise du 22 mai.

UN NOUVEAU CRIME DU GOUVERNEMENT RUSSE

Francesco Ghezzi arrêté par le Guépéou

La rédaction du « Bulletin Communiste » vient de me communiquer que les prisons russes se sont reformées sur le militant ouvrier, l'anarchiste italien Francesco Ghezzi ainsi que sur une dizaine de nos camarades. Aucun doute n'est possible quant à l'exactitude de cette information. Le gouvernement dit communiste, encouragé par l'indifférence avec laquelle le monde civilisé apprît la disparition dans les mêmes bagnes d'un autre réfugié politique italien, Alfonso Petri, répète son coup et ainsi se trouve posée la question de l'existence de quelques proscrits italiens, français, bulgares, anarchistes ou communistes de gauche qui vivaient justement maintenant en Russie, à condition de ne pas exprimer au grand jour leurs idées. La police russe va essayer son couperet sur la vie de Ghezzi ; si l'Europe et l'Amérique ouvrières restent impassibles, demain ce sera le tour des autres militants réfugiés en Russie, et qui avaient cru échapper au capitalisme mondial. Celui-ci ne pourra qu'être heureux du nouveau gage de solidarité que lui donne le Gouvernement stalinien en étranglant l'ennemi du fascisme, Francesco Ghezzi.

L'ennemi du fascisme, oui ! Jusqu'aux travailleurs communistes qui ne peuvent pas ignorer son rôle dans la lutte sociale italienne, puisqu'en 1922 la « Rote Fahne » elle-même, l'organe central du Parti Communiste allemand le défendit quand le gouvernement mussolinien insistait pour que Ghezzi lui soit livré. Quelle légende infâme les dirigeants de l'Internationale Communiste vont-ils maintenant inventer pour salir celui au secours duquel ils appelèrent le prolétariat mondial à l'époque ? Et pourtant, il sera difficile de le tenir aux yeux des ouvriers, même des militants communistes du rang, car sa vie est là :

Premier emprisonnement, pour avoir tout jeune encore crié dans les rues de Milan, à côté des femmes italiennes sa haine de la guerre. Puis au moment où le tragique problème du carnage se pose directement devant lui, au moment où les Cachin votèrent à tour de bras les crédits de guerre, l'adolescent Ghezzi abandonne sa famille, et à travers tous les obstacles, à travers les glaciers, entre les balles de carabines, passe sur une terre où il n'est pas forcé de tuer des ouvriers. Mais la lutte de classe bat son plein dans la Suisse démocratique comme ailleurs et de nouveau Ghezzi est en cellule, parce que pour lui il n'y a pas de patrie, et partout où des prolétaires luttent, il se met à leur côté.

Puis c'est l'après-guerre italienne, où avec fièvre Ghezzi donne tout son être jusqu'au moment où, protestation suprême, contre l'assassinat lent d'Errico Malatesta, éclate l'explosion de la Diana ; les sbires italiens n'ont rien de plus pressé que d'essayer de l'empêcher de faire l'affaire et bientôt toute la police internationale est à ses trousses. Peine perdue ! Il y a encore des prolétaires pour qui le droit d'asile n'est pas une formule creuse et la classe ouvrière abrite son fils jusqu'à ce que les bourgeois aient perdu la trace. Leur haine ne pardonne pas.

Fin 1921, après un court séjour en Russie d'où la Nep déjà commençait à chasser les derniers efforts d'un mouvement révolutionnaire, Ghezzi s'en va reprendre part à la mêlée. Un an après, Sévering, le social-démocrate, l'arrête à Berlin avec l'espoir de le livrer en vitesse à Mussolini comme il avait fait avec notre camarade Boldrin.

Le prolétariat brise ce marché ; les syndicalistes de Berlin réussissent à donner l'alarme et, bientôt, dans divers pays, à la voix ouvrière se joint celle de quelques écrivains, pour qui la littérature n'est pas un commerce. La presse communiste allemande est obligée de se joindre à cet effort et Sévering recule ; Ghezzi est lâché, mais à condition de se rendre immédiatement en Russie.

Le gouvernement russe croyait acheter ainsi le silence ; il espérait que Ghezzi, une fois arrivé, accepterait avec bonheur, quelque poste lucratif ou, moyennant sa neutralité, il aurait l'assiette pleine. Erreur de calcul ; Ghezzi pense qu'il est des

choses plus durables, plus utiles que de chanter les louanges de celui qui vous donne la gamelle, il entre dans le prolétariat russe ; et alors ce fut l'existence de l'esclave de l'Etat patron.

Etre avec sa classe, ce n'est pas seulement connaître sa misère ; c'est partager avec elle ses colères, ses haines et aussi ses efforts vers un mieux-être. Est-ce ce crime qui vaut à Ghezzi d'être dans les cellules de la Prison Intérieure à Moscou ? Nous risquons fort de ne jamais le savoir.

Ghezzi est en danger de mort.

Ce n'est pas là une exagération littéraire ; c'est une probabilité frisant la certitude. Non seulement parce que la tuberculose qu'il a contractée dans les prisons suisses et italiennes ne manquera pas de s'éveiller, puisque le régime de prévention du Guépéou n'admet pas de sortie au préau, pas un seul instant de la journée ; non le gouvernement Staline est maintenant plus expéditif.

Et pourquoi se généraliserait-il ? David Kogan et Achtyrsky furent bien massacrés sans jugement en 1923 ; qui se souvient encore de leurs noms ?

Alfonso Petri, accusé du pire crime pour un révolutionnaire, celui d'être passé au fascisme est bien disparu depuis des mois dans l'obscurité des prisons russes ; avez-vous jamais entendu une seule voix des Liges des Droits de l'Homme, des grands intellectuels qui ait jamais posé au grand jour la question que le Libéraire clame sur ses pages ?

Et maintenant c'est le tour de Ghezzi ! A moins qu'il n'y ait une limite à l'infamie, à moins que des prolétaires socialistes ne se retournent vers leurs chefs et exigent que la lumière soit faite sur ce cas ; à moins que ce qui reste de sincérité parmi les communistes et les communistes n'exige non pas la libération de Ghezzi, mais son jugement public.

Quand en Russie les saboteurs du Donetz, les étudiants fascistes et comploteurs allemands ont le droit de citer leurs témoins, peuvent se faire assister par les avocats, peuvent même comme ce fut le cas pour les socialistes-révolutionnaires, en faire venir de l'étranger, sur quel peut-on se baser pour refuser ce même droit à Ghezzi dont la valeur fut reconnue par les communistes il y a quelques années ?

Juges donc Ghezzi au grand jour pour qu'il soit son dévouement, au prolétariat, pour que la classe ouvrière passe alors empêcher Staline, le boucher, d'y toucher.

N LAZAREVITCH.

Le corps social souffre dans toutes ses parties : dans l'estomac, dans le cerveau, dans le cœur. Il agonise de misère. Misère des ventres, c'est la faim ; misère de l'esprit, c'est l'ignorance ; misère des cœurs, c'est la haine. — Sébastien FAURE.

Pour que vive le Libéraire

Souscriptions reçues du 15 au 27 mai

Magallone, 5 ; Mignot, 3 ; Buck, 3 ; Anarchiste quand même, A. Feller, 9 ; Groupe d'Orléans, 100 ; Bisson, 10 ; Morel, 10 ; Pardo Ferrando, 10 ; Faray Albert, 5 ; Soldeville, 5 ; Unkel, 2 ; Alphonse Albert, 20 ; Rodie Meurant, 3 ; Brédoux Adolphe, 3 ; Richard Paul, 5 ; Mirande, 5 ; Fontan Joseph, 5 ; A. Faucher, 10 ; Albert, 2 ; Bedos, 3 20 ; Descarsin, 10 ; Tollet, 6 ; Muguet, 6 ; August, 4 ; Crimier, 2 ; Adrien Gros, 5 ; Hernex Joseph, 30 ; Henri de St-Henri, 5 ; Bourgeois, 5 ; Mort à tout régime autoritaire, 10 ; un Rédacteur, 5 ; son éditeur, 10 ; Durand Ernest, 20 ; Lopez, 7 ; Chau Charles, 5 ; Férardet (1 dollar), 25 fr 25 ; anonyme, 8 ; Fillet Anatole, 3 ; Nayrolles, 10 ; Prigent, 4 ; Maginot Lucien, 5 ; Henriette, 5 ; Fillet, 5 ; Menu, 2 50 ; un Copain de l'autre côté des Alpes, 5 ; Papovitch, 10 ; A. Faucher, 10 ; Janvier Jean, 5 ; Pot à colle, 5 ; Le Khodive, 3 ; Maille, 10 ; Benneux, 20 ; Chappard, 10 ; Illi, 4 ; Berthon, 8 ; Favre Eugène, 4 50 ; Gaulon, Paris, 5 ; Amlal, 2 80 ; Néro, 5 ; anonyme, 3 ; Albert, 2 ; Colin Raoul, 8 75 ; un groupe de sympathisants, 100 fr.

Total de cette liste : 656 fr. 10.

personne en garantie de sa dette, pour un temps que le créancier seul appréciait. Le débiteur se plaçait dans une situation « in mancipio » différente de la situation de l'esclave « servus » en ce qu'elle n'était pas incompatible avec la qualité d'homme libre.

Le « nexus », l'homme libre, appartenait à son créancier qui le tenait en fermé, le nourrissait comme il l'entendait et le faisait travailler tout le temps qu'il jugeait nécessaire au remboursement de sa dette !

Nous voyons ainsi se poser à Rome, dès les premiers âges de la République, deux problèmes redoutables :

La question agraire découlant de l'accaparement du sol ;

La question des dettes, conséquence de la thésaurisation.

La concession des terres et la réduction de dettes constitueront une plateforme solide et durable d'agitation.

Plus de deux millénaires nous séparent de la civilisation romaine. Quelles différences dans l'aspect physique des choses ? Quelles ressemblances dans les mœurs, dans les pratiques de vie sociale ? C'est à peine si, dans l'ordre moral et politique nous ayons bougé. Le droit romain rectifié superficiellement nous régit : le Code dit Napoléon n'est qu'une amplification de la loi des Douze Tables ! L'esprit qui anime les faits ou qui s'en dégage est resté immuable. Seul progrès en vérité : l'hypocrisie, le voile tissé de mensonges conventionnels, d'erreurs systématiques et de dogmes que la science et la philosophie maintiennent respectueusement sur la face ulcéreuse de la Réalité !

Il n'est pas jusqu'aux formes habituelles du langage, aux lieux communs, aux sentences de l'opinion publique, formées par les dirigeants qui n'attestent la survivance de la barbarie ances-

trale, en ce que cette barbarie a d'effectivement barbare, car sous maints rapports la pseudo-civilisation d'aujourd'hui dépasse en barbarie la barbarie elle-même.

Il ne faut pas un bien grand effort d'exégèse pour découvrir le sens profond des réalités qui se cachent sous les mots, sous les formules, sous les symboles.

Prenez par exemple le travail dont on nous chante l'hymne ! Le travail que les politiciens démagogues et leurs laudateurs parent d'un « je ne sais quoi poétique », le travail sur le compte duquel nombre d'aliborons qualifiés économistes débitent une quantité inimaginable de sophismes « scientifiques » eh ! bien, ce travail qu'est-il en fait ? Un signe de souveraineté ou une preuve d'esclavage ? Quelque chose de digne, de noble, d'élevé ou quelque chose de bas et de vil ?

Qui répondra à ces questions avec sincérité ? Qui, ayant observé la réalité du travail, ayant vécu cette réalité d'une façon consciente, ne trouvera pas justifiée la diffamation séculaire dont le travail est l'objet ? Qui n'établira pas une parenté directe entre l'ouvrier moderne et l'esclave ? Qui, ayant de la jugeotte, ne comparera pas l'homme au travail à l'animal de trait, à la bête de somme ? Le mot travail n'a-t-il pas une racine qui implique une idée de souffrance, de gêne, de contrainte : *trabs* : c'est positivement le bâti dans lequel on entrave les bêtes à corne. N'essayons pas de doré et bâti, de le fleurir. Démolissons-le et faisons que le travailleur soit un homme sans plus.

Nous avons parlé des *nexi*. Mais il y a plus qu'une similitude, il y a identité entre le *nexus* romain et l'ouvrier de la civilisation capitaliste. L'ouvrier est un homme qui, en naissant, a hérité d'une dette envers X capitaliste ou patron. Toute sa vie durant il « travaillera » dans

l'ergastule, l'usine, le chantier, la mine. Toute sa vie il se débattrait contre la misère. Il essaiera de s'acquitter mais il ne s'acquittera jamais. L'organisation sociale faite pour les capitalistes le lui interdit. A moins qu'il ne s'évade du « travail » et se fasse voleur et commerçant, il emportera dans sa tombe prématurée le faix entier de sa dette. Ses enfants, s'il a le malheur d'en avoir, en chargeront à leur tour leurs épaules.

Et de même qu'à Rome où la plèbe battait des siècles pour obtenir un allègement du poids des chaînes, une pitance un peu plus substantielle, de même par le présent on voit des défenseurs attitrés des *nexi*, pardon : du prolétariat conscient et organisé, proposer des atténuations et des remèdes, des réformes, qui n'ont pas plus d'effet sur la marche des choses que n'en eurent à Rome les mesures prises pour tempérer d'un peu de douceur, d'un peu de baume, la brutalité du *nexus* !

Nous n'en finirions pas d'établir des rapprochements et des comparaisons démontrant le néant du progrès social, la persistance des effets et l'immuabilité des causes. En voici, cependant, qui revêtent un certain caractère d'actualité. En ce temps de criminalité et de réaction particulièrement soignée, la bourgeoisie qui « rend la justice » envoie au supplice de la guillotine des criminels qu'elle a enfantés par ses institutions et son éducation. Et toute la bonne presse dévouée à l'ordre moral s'emploie à chaque opération du couperet sauveur cet abominable cliché : « Le bandit un tel a payé sa dette à la société ! » D'où vient cet exécrable cliché, quel en est le sens ? On ne se l'explique qu'en se rappelant la procédure romaine antérieure au *nexus* comportant la mise à mort du débiteur insolvable par le fait du créancier.

En l'occurrence, la société capitaliste s'occupe d'une créance sur le criminel ; elle récupère cette créance par l'échafaud. Ainsi la « peine de mort » apparaît comme un règlement de compte de créancier à débiteur à la romaine. Mais il n'est nullement démontré que la créance sociale soit certaine. La plupart des faits qualifiés crimes engagent au contraire très fortement la responsabilité sociale. Et celui que la vindicte appelée justice condamne à la « peine de mort », paye en réalité pour la masse des honnêtes gens, en premier lieu pour ceux qui l'envoient au supplice.

L'« in manus injectio » revêt sous forme de contrainte par corps. Ici point n'est besoin d'être débiteur ou supposé débiteur de quoi que ce soit pour être « saisi ».

Une idée exprimée qui n'a pas l'heur de plaire aux gouvernements et à leurs valets suffit pour provoquer l'« in-manus injectio », compliqué d'un bain de boue dans les *in-pace* démocratiques et aggravé de tribulations, inconnues des autres âges, groupées en faisceau sous l'euphémisme scientifique d'*anthropométrie* ! Une si bonne pratique ne pouvait que s'étendre et se perfectionner. On applique à présent la contrainte par corps pour une dette qui vous est généreusement octroyée par ceux-là qui ont charge et fonction d'établir le « corps du délit », et de vous juger sur leurs propres données.

Dans ces sortes de procès il n'est naturellement pas question de l'intervention d'un « vindex ». Le vindex apparaît dans les procès d'argent et sous forme d'argent. Une crapule dorée trouve toujours au fond de son porte-monnaie un « vindex » qui le fera mettre en « liberté provisoire sous caution » !

Le « Voe Victis ! » que le barbare fit retentir à Rome se traduit par « Malheur au Pau-

vre ! » Et il convient d'ajouter : surtout si le Pauvre voit clair, surtout si le Pauvre s'insurge !

LES TRIBUNS DE LA PLEBE ET LA LUTTE POUR LES PLACES

Une première sédition de la Plèbe eut lieu en l'an 486. La Plèbe s'étant retranchée en masse sur le *Mont Aventin* (une des six collines sur lesquelles Rome se trouve bâtie) fit savoir aux patriciens que l'état de choses ne pouvait durer. Le Sénat lui déléguait un consul appelé *Ménénus Agrippa* qui prononça un discours d'apologie fameux sous le nom d'« apologue des Membres et de l'Estomac ».

Par son attitude décidée, la Plèbe obtint le droit de nommer des *Tribuns*.

Le Tribunal apparaît comme une institution révolutionnaire sans équivalent dans les temps modernes si l'on excepte toutefois la période de 89-93, où la commune insurrectionnelle de Paris domina l'assemblée gouvernementale.

Les moyens d'action du Tribunal étaient la rue, le forum, l'action de masse. Mais on devine que, les Tribuns de la Plèbe se recrutant parmi la catégorie la plus riche et la plus instruite de la Plèbe urbaine, les masses devaient surtout servir d'instrument pour permettre à cette catégorie d'accéder au pouvoir, aux honneurs, aux places et de se situer finalement au sommet de la République. C'est, en effet, ce qui arriva. Nous devons dire cependant qu'il se reconstruisait les Tribuns des hommes d'un rare désintéressement et d'une force caractéristique à toute épreuve qui maintinrent leurs principes, leurs idées, leurs conceptions envers et contre tout, et qui moururent pour les faire triompher.

(A suivre.)

LA VIE DE L'UNION

PARIS-BANLIEUE

Groupe anarchiste des 11^e et 12^e. — Les camarades anarchistes et sympathisants des 11^e et 12^e, sont invités à venir faire valoir leur point de vue à la réunion qui aura lieu le mardi 4 juin, à 20 h. 30, au 159, du Faubourg Antoine, salle d'un fond.

Groupe du 15^e. — Réunion du groupe vendredi 7 juin à 20 h. 30, 85, rue Mademoiselle.

Groupe des 17^e et 18^e. — Réunion tous les mardis soir à partir de 20 h. 30 à l'Indépendance, 48, rue Duhesme (18^e). Mardi prochain, 4 juin, à l'ordre du jour : les décisions de l'assemblée générale.

Groupe d'Etudes et de Documentation. — A l'Indépendance, 48, rue Duhesme (18^e). Jeudi 6 juin, à 21 heures : La naissance du mouvement syndical, par Guigui.

Groupe de Bezons. — Réunion dimanche 2 juin, à 14 h. 30, salle Demarquet, à Carrières-sur-Seine. Présence de tous indispensable.

Groupe Régional Drancy-Bobigny. — Malgré l'arrestation de notre camarade Delobel, la propagande et la réorganisation du groupe continue.

Très prochainement, une réunion générale aura lieu.

Il est nécessaire que tous les camarades comprennent l'unité du groupement, seul l'organisation, par la continuité de ses efforts est capable d'arriver à des résultats.

Compagnons sympathisants, lecteurs du « Libertaire », vous serez présents tous à la réunion.

P. S. — Prendre le « Libertaire » au six-roulées, à la papeterie-mercerie.

Groupe Libertaire de Saint-Denis. — Devant les méthodes dictatoriales qui s'implantent de plus en plus, notre pays, les antiautoritaires ont pour devoir de réagir. Seule l'organisation et la cohésion sont de nature à faire reculer l'hydre fasciste qui menace. Aussi le groupe rappelle aux sympathisants, aux lecteurs du « Libertaire ».

taire », que ses réunions ont lieu tous les vendredis à 20 h. 30, à la Bourse du Travail, 4, rue Suger, salle du 1^{er} étage.

PROVINCE

Lézignan. — Les amis et sympathisants de Lézignan et environs pourront se procurer « Le Libertaire » au bureau de tabac Lafitte, face au café des Sports.

Groupes d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

Groupe de Pénas. — Le groupe de Pénas, se réunit tous les dimanches matin, rue Anatole-France, n° 4, au fond de la cour. Librairie Journaux. Appel à tous les sympathisants.

Toulouse. — Réunion du Groupe anarchiste communiste, Bien-Etre et Liberté, tous les samedis au local du groupe rue Saint-Charles, 43 bis, à partir de 21 heures.

Distribution des livres au groupe d'achats en commun, tous les dimanches matin, rue Saint-Charles, 43 bis.

Vente de livres et brochures à notre librairie sociale, le dimanche matin à Saint-Sernin, angle de la rue Saint-Bernard.

Cours d'espéranto le jeudi soir à 21 heures au local du groupe anarchiste.

N.B. — Notre groupement d'achats en commun prenant chaque semaine plus d'importance, à partir du 1^{er} juin, fera des répartitions chaque jour, de 18 à 19 heures ; le mercredi, de 18 à 21 heures et le dimanche matin jusqu'à midi.

Nous espérons, camarades sympathisants et militants, que vous jugerez l'utilité de nos efforts et que vous estimerez devoir venir grossir nos rangs en participant régulièrement à toutes nos réunions, à tous nos travaux. Employons tous nos efforts à démontrer la possibilité de se régir et s'administrer sans intermédiaires ? Allons les copains, du nerf et à la besogne. — A. Tricheux.

La Voix de Province

ALES

Epilogue de la provocation fasciste

Je n'ai point besoin de rappeler aux camarades les faits qui se sont produits dernièrement à Ales. Le consul d'Italie étant venu pour visiter le faisceau, et présider une cérémonie fasciste quelconque, les larmes de Mussolini ne trouveront rien de mieux, que de provoquer nos camarades, et la police, prenant fait et cause pour les fascistes, arrêta plusieurs de nos copains, en en inculquant de désordres dans la rue et de coups et blessures.

Les deux avocats des inculpés (un du secours rouge, et celui des libéraux) se mirent d'accord pour la défense, et obtinrent, non sans peine, la liberté provisoire pour leurs clients ; à l'audience du tribunal correctionnel de la semaine, ils comparurent devant les juges qui en condamneront trois à 25 francs d'amende, et le quatrième à 50 francs d'amende et un mois de prison.

Devant le tribunal, M. le Commissaire de police d'Ales, un certain M. Tomaso (Tu sens le corse ?) demanda l'expulsion pour nos camarades, mais le tribunal le lui refusa. Seulement, les juges ont oublié que depuis quelques mois, ils sont au-dessous des policiers et que seule en France la police a le droit d'expulser ou non les étrangers, donc quelques jours après, les délinquants furent appelés au commissariat et après s'être vu dépouiller de leurs cartes d'identité ils apprirent avec stupeur qu'ils étaient expulsés.

Je sais bien, qu'il n'y a plus de légalité en France, que l'on peut être arrêté préventivement, que bientôt l'on n'aura plus le droit de dire que la stabilisation du franc c'est la faillite des quatre-cinquèmes, mais tout de même, c'est aller un peu fort de changer les arrêts d'un tribunal correctionnel et de faire à son bon plaisir ; d'ailleurs pourquoi dans ce cas, aller devant les tribunaux ? Que le policier juge et condamne à sa fantaisie, nous y gèrerons ainsi les appointements forts élevés de tous les chais-fourrés de France. — Spartacus.

CLAMECY

Après la foire électorale

Enfin, c'est fini ! Les charlatans de la politique ont remis leurs tambours au magasin des accessoires. Les murs de la ville vont pouvoir être désinfectés. Les habitants de notre cité vont pouvoir dormir sur leurs deux oreilles, et pour cause... nous avons deux élus communistes. Gare à la basse... que les radicaux se tiennent tranquilles. J'espère que l'hiver prochain, nous n'aurons plus les vieilles grand-mères du quartier de la route d'Auxerre, se ramasser en glissant sur la glace de 0 m. 30 d'épaisseur. Et les chômeurs auront du travail n'est-ce pas ? La construction de l'hôpital va commencer... nous avons deux communistes. A propos, je signale qu'un pauvre gars de la dernière des guerres, crève comme un chien au Récueil. Sans soins, sans argent, victime et deux fois assassiné, voilà ce que fait du prolétaire la République 3^e du nom. — Rat-Mouina.

MARSEILLE

A bas le fascisme.

Notre camarade Martin est poursuivi pour le même motif que notre ami Tonelli, de Toulon. Maître Lassabrie, du barreau de Marseille, défendra notre camarade. Cette répression imbécile, n'empêchera jamais les anarchistes d'agir solidement en faveur des prisonniers d'Italie, et de crier leur haine d'un régime de boue et de sang.

A bas le fascisme assassin. Vive la solidarité !

ORLEANS

Résurrection

Après une éclipse fort heureusement de courte durée, le permanent de l'Union régionale de la C.G.T.U. de l'Orléanais vient de faire sa réapparition et signe le journal du « Travailleur ». Ce pauvre permanent avait été un peu malmené au dernier Congrès du P.C. après le lâchage de son ami Doriot. Nos félicitations à ce brave Crozet qui si bien su se plier à la discipline bolchevique et qui lèche la main qui le frappe mais qui le nourrit. Et ça lui évitera les stations dans les bureaux de placement car il lui aurait été très difficile de trouver un emploi en rapport avec ses aptitudes présentes, car vous savez (ou vous ne savez pas), un stage de permanent chez les bolcheviks développe le système pileux dans le creux de la main et il paraît même que l'on peut se passer de canne, par la suite.

On donne en signe de reconnaissance, ledit permanent organise une partie de campagne à laquelle pourront assister tous les syndiqués et non syndiqués.

Pas un ne manquera » ajoute Crozet en terminant son invitation sur le « Travailleur ». A la bonne heure ! Voilà une partie de campagne qui promet d'être réussie. Avec les effectifs de tous les syndiqués et de tous les non-syndiqués ce sera la vraie réunion de Masses prévue tous les quinze jours par le P. C.

Mais ce ne doit être sans doute qu'un coup de masse supplémentaire sur le crâne des lecteurs du « Travailleur ».

Paul Martin.

SAINT-BRIEUC

Charles Madec et son fils, doivent bénéficier d'un non-lieu

Les lecteurs du « Libertaire » ont été mis au courant de l'arrestation arbitraire de Charles Madec. Aujourd'hui des renseignements plus précis nous parviennent qui démontrent l'infamie des policiers de Saint-Brieuc.

Notre camarade, et son fils, âgé de 17 ans, ont été emprisonnés pour avoir apposé l'affiche antiparlementaire de l'U. A. C. R.

Au point de vue de la loi bourgeoise elle-même, l'accusation est ridicule, rien en effet dans le texte de l'affiche (qui a été apposée à des milliers d'exemplaires à Paris et en province) ne peut donner matière à poursuite.

C'est le règne du bon plaisir et de l'arbitraire qui s'étend, mais nous ne sommes pas décidés à nous laisser faire.

Nos amis de Brest ont déjà désigné Maître Trameur pour défendre Madec et son fils. Un non-lieu interviendra dans cette affaire et les policiers de Saint-Brieuc en seront pour leurs frais. A bas l'arbitraire policier ! A bas l'infamie répression !

TOULON

Encore l'arbitraire !

Notre ami Tonelli, a été emprisonné pour avoir vendu des billets de loterie en faveur des victimes politiques d'Italie.

Depuis un mois, notre camarade attend la décision des « juges ». Maître Hubert Guigui, du barreau de Toulon, assure la défense de Tonelli.

Le juge d'instruction a cru bon de rejeter une demande de mise en liberté provisoire ! La « Justice » républicaine, aux ordres de l'assassin Mussolini, prend plaisir à traquer les pros-crits, comme Tonelli, qui ont commis le crime de ne pas oublier ceux des leurs qui souffrent dans l'enfer fasciste.

Communications Diverses

Groupe d'Etudes Sociales du Havre. — Par suite de manque de salle, la causerie du camarade E. Armand, primitivement fixée au 12 juin, est reportée au 26 du même mois. Cette causerie aura lieu Cercle Franklin, salle 1, 1^{er} étage, à 21 heures.

La Phalange Artistique. — Samedi 1^{er} juin, à 21 heures, salle Colbert de Villacerf, 23, rue de Turenne, métro Saint-Paul. Autobus et trams O. A. Z. 114, 101, 3, 13 A, 13 Bx. Invitation cordiale pour le 2^e régal de poésie moderne, La Révolte, poèmes et extraits de Charles Baudelaire, Philippe Godeau, Stéphane Mallarmé, Walt Whitman, Jehan Rictus, Marcel Martinet, Charles Vildrac, Pierre Jean Joue, Romain Rolland.

La Libéria social de Crupo Ben Estar y Libertad de Tolosa tiennent en vente une géographie universelle de E. Reclus, encadrée de 6 volumes au prix de 240 francs. Et éventuel comprador se doit de se diriger à Tricheux, chez Mirande, rue des Changes, 33, Toulouse, chèque postal : 204-44.

Aux camarades désireux d'apprendre sans professeur ou de se perfectionner en allemand et en anglais, un professeur offre son concours, gratuitement, par sa méthode originale permettant d'apprendre avec n'importe quelle bonne grammaire du choix de l'élève.

Ecrire à Rudolf Hannig, Übersetzungsburo, A Friedland, Bez. Oppeln, Allemagne (joindre à la lettre un coupon réponse international et une enveloppe portant l'adresse du correspondant).

Nota. — Harnig serait désireux de correspondre avec camarades allemands résidant à Paris ou dans la région.

PETITE CORRESPONDANCE

Meuleman. — Ton journal nous revient, indique le numéro de la rue où tu habites.

Paquet oublié. — Le camarade qui l'a oublié paiera quinze jours de prié de venir le réclamer à la librairie.

Objet perdu. — Samedi soir, à la soirée théâtrale du Comité du Droit d'Asile, il a été trouvé un binocle, le réclamer à la librairie d'Éditions Sociales.

Vasal, ancien adhérent du groupe de Pantin habitant Drancy, est prié d'écrire au « Libertaire », pour faire connaître son adresse (urgent). Que les camarades le préviennent.

IMPRESSIONS de TOURNÉE

A Perpignan, lundi 13 mai. Belle salle bien garnie. Trois cents personnes environ. C'est d'ailleurs tout ce qu'elle peut contenir. Auditoire attentif, en général sympathique. Pas de contradiction, une assez bonne collecte à la sortie.

Il y a, à Perpignan, quelques bons camarades qui pourraient, à mon avis, créer un groupe sérieux pour régulariser et intensifier la propagande. Il y a de bons éléments dans la ville.

Comme en beaucoup de localités du Midi, je fais une constatation. Les camarades espagnols sont plus nombreux que les camarades français, et c'est bien souvent grâce à leur concours pécuniaire que les réunions peuvent être organisées.

A Narbonne, le mardi 14 mai, dans la salle du Synode, une salle moyennageuse. Entre 250 et 300 auditeurs. Belle réunion. Aucune contradiction. L'année dernière, les bolcheviks étaient venus livrer un furieux assaut. Cette année, ils brillent par leur absence. C'est un bon moyen de ne pas se rendre ridicule en ne venant pas.

A Ornaïens, petite localité viticole, à 20 kilomètres de Narbonne, le mercredi 15 mai. Il y a malheureusement attraction dans le pays le même jour, ce qui fait qu'une partie de la jeunesse quitte la réunion au moment où commence la distraction.

En moyenne, 200 personnes ont écouté avec intérêt l'exposé. Le copain Vaquié, humble militant, actif, dévoué et intelligent, est satisfait de la réunion.

A Toulouse, le mardi 21 mai. En général, maigre auditoire. Cette fois-ci, il y a 300 personnes environ, et c'est un succès relatif pour la ville.

Les copains ont d'ailleurs bien organisé. Ils sont une bonne poignée, à Toulouse, qui ont l'esprit d'organisation et méthodique. Ils ne veulent plus se contenter d'abstraites théories et veulent réaliser des expériences pratiques. Ils ont créé un groupement d'achats en commun qu'ils espèrent transformer en coopérative. Ils ont une belle bibliothèque populaire, assez importante. Ils ont un local suffisant pour les belles réunions de groupe. Bref, ce sont des positivistes, des partisans de la mise en pratique, dans la mesure relative des possibilités, de nos conceptions.

Leur effort est à signaler particulièrement.

La réunion a lieu dans le calme. Une citoyenne de l'Armée du Salut, puis un jeune des Jeunesses Patriotes, viennent risquer une contradiction, ce qui déride un peu l'auditoire.

A la Bastide-le-Rouaix (Tarn), le mercredi 22 mai. Réunion organisée par les copains de Mazamet. Il y a quelques sympathisants dans le pays.

Environ 600 personnes à la réunion, qui se déroule dans le calme. Pas de contradiction. L'auditoire fait bon accueil.

A Lézignan (Aude), le jeudi 23 mai. Assez belle assistance de 300 personnes environ.

Un contradicteur communiste, Roussel, vient débiter les arguments favoris de son parti. « Vous avez raison de critiquer tous les maîtres, mais faites une exception pour les dictateurs bolcheviks, qui sont de bons maîtres, eux, et ne veulent que le bien du prolétariat. »

Je me refuse, naturellement, à faire cette distinction et persiste à mettre les dictateurs rouges dans le même panier que les autres. Naturellement, cela ne plaît pas à mon contradicteur, qui reprend la parole, et la reprendrait dix fois s'il le fallait.

Les soi-disant communistes ont cette manie de vouloir causer toujours les derniers. C'est plus aisé, probablement. Tant bien que mal, la réunion se termine, et l'auditoire part assez satisfait de cette controverse.

A Espéraz (Aude), le vendredi 24 mai. Petite ville de 4.000 habitants. Jamais touchée jusqu'à présent par notre propagande. Sébastien Faure y est passé, il y a trente-huit ans, et c'est la dernière fois qu'on ait entendu parler un anarchiste.

C'est donc à une première « reprise » que je participe.

Pas de camarades français. S'il n'y avait que les militants français, ce serait bien maigre, dans le Midi.

L'auditoire vient là, comme à une séance de cinéma. Un orateur, ça semble une nouveauté. Je préférerais, pour ma part, avoir affaire à un auditoire moins nombreux (ils sont bien 600), mais qui ne vient pas pour voir un phénomène. Je n'ai rien du phénomène (du moins, je le pense) et je préfère des auditeurs venant pour s'éduquer.

Néanmoins, on peut mettre à 200 le nombre des personnes venues pour savoir ce qu'est un anarchiste. Et c'est déjà bien beau. Pas de contradiction.

A Agen, samedi 25 mai. Une très belle salle. De 500 à 600 personnes.

Les copains d'Agen sont assez nombreux pour former un groupe. Un peu de régularité dans leurs relations, et ils pourraient constituer un des meilleurs groupes de France, car certains d'entre eux sont dévoués et actifs.

J'ai le plaisir d'avoir trois contradicteurs : un religieux, un autre dont on ne saurait apprécier l'opinion, sinon qu'il est pour l'autorité et l'inévitable contradicteur avocat bolcheviste qui, pendant cinquante minutes, répète ce que j'ai dit pour se dire d'accord avec moi, et consacre cinq minutes à me taper dessus.

Il est une heure du matin quand il finit de parler et, pendant son speech, la moitié de l'auditoire a filé. Je lui réponds. Il veut reprendre la parole (tactique de tous les bolcheviks). Enfin, après un peu de charivari, on lève la séance à une heure et demie du matin.

A Layrac, près d'Agen, dimanche 26 mai. Petite localité. Une féministe fait une réunion à la même heure. On se partage ainsi les amateurs de réunion. J'en ai environ 200 pour ma part. Contentons-nous-en. Pas de contradiction. Réunion qui est la première anarchiste dans ce coin, et qui portera ses fruits, j'en suis persuadé.

(A suivre.)

G. BASTIEN.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : E. DELOBEL

Imprimerie spéciale du Libertaire
10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

TRIBUNE SYNDICALE

Le Congrès de la Fédération des Fonctionnaires

Il y a quelques mois, à cette même place, j'avais essayé de démontrer la différence qui existe entre le stade d'évolution, sociale atteint par les ouvriers de l'industrie et celui où se trouve actuellement les travailleurs de l'Etat. A propos de cet article l'on m'a accusé dans certains milieux de vouloir opposer le syndicalisme des ouvriers au syndicalisme des fonctionnaires. Rien de plus faux. Je n'ai jamais eu, et je n'ai pas l'intention d'opposer l'une à l'autre deux catégories de travailleurs qui forment un tout : la classe ouvrière. Mais j'estime qu'il est indispensable que chacun de ces éléments — c'est un fait, nous sommes en présence de deux éléments de formations différentes — dise à l'autre ce qu'il est et où il va si l'on veut vraiment qu'il y ait harmonie dans l'aspiration et dans l'action. Comme je sais qu'il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre, les objections et les protestations qu'on a faites à ma prétendue manœuvre ne m'empêcheront pas aujourd'hui, en toute loyauté comme à l'habitude, d'examiner ce qu'a été le Congrès des Fonctionnaires qui s'est tenu à Paris les 16, 17 et 18 mai.

Inévitablement, à ce Congrès comme aux précédents et à ceux à venir, il a été beaucoup question des traitements. Il nous faut nous habituer à voir revenir cette question des salaires à toutes les assises nationales des fonctionnaires ; ils ont tous le même patron et il est normal que ce soit lorsqu'ils sont tous réunis qu'ils cherchent la solution d'un problème des plus délicats. Souhaitons seulement, dans leur intérêt et pour la dignité ouvrière, que s'atténuent les luttes entre catégories pour le partage des crédits que le Parlement leur alloue. Nous n'avons pas, ici, à rentrer dans les détails trop complexes des différentes échelles de traitements des fonctionnaires. Dégagons seulement les conditions générales de la façon dont la question se pose.

Jouhaux, apportant au Congrès le salut de la C. G. T., a déclaré qu'à l'heure actuelle la question des salaires domine les préoccupations de tous, fonctionnaires et ouvriers, et, à cause de cela, on accusait le syndicalisme d'être uniquement alimentaire. Si c'est vrai, a-t-il ajouté, la faute n'en est pas à ceux qui réclament le droit à la vie, mais à ceux qui ne veulent pas le leur accorder.

L'accusation n'est pas sans fondement et il est difficile de nier l'usage alimentaire que l'on fait du syndicalisme — à la grande joie d'ailleurs des partis politiques qui gravitent autour des confédérations. Mais, contrairement à ce que pensent Jouhaux et le Congrès des fonctionnaires, les responsables de cet état de fait ne sont pas du tout les classes possédantes. La classe ouvrière, et elle seule, est responsable de l'usage qu'elle fait de son syndicalisme, et à revendiquer des augmentations de salaires, celui-ci ne serait pas devenu alimentaire si elle employait une toute autre méthode que celle que nous lui voyons pratiquer depuis quelques années.

L'erreur consiste à croire que le salaire est fonction de la générosité ou du bon vouloir de l'employeur ou, en ce qui concerne les fonctionnaires, du gouvernement. Ce qui conduit à penser qu'il peut y avoir, sous ce rapport, de bons patrons ou de bons gouvernements qui feront droit, par humanité et justice, aux toujours justes revendications des travailleurs. Il est incontestable qu'il existe dans le camp patronal des hommes au cœur généreux et imbus d'idées très larges et je n'en veux pour preuve que la présence de certains d'entre eux dans les partis avancés — et des gouvernements mieux intentionnés que d'autres à l'égard de leurs salariés ; mais ceux-là tout comme les autres subissent l'étreinte du système capitaliste dont ils sont parties intégrantes : les uns par le lien économique, les autres par un double lien économique et politique. Leur générosité et leur altruisme reste à l'état velle. Il n'en peut être autrement. Quelquefois on admet timidement que c'est un rapport de force entre les deux parties ; mais encore faut-il que cette force ne soit pas aveugle, c'est-à-dire que la force ouvrière sache ce qu'elle est et à quoi elle tend.

Si au lieu d'accuser la mauvaise humeur de M. Poincaré ou la réputation normande de M. Chéron, les fonctionnaires recherchaient pourquoi le gouvernement — l'actuel ou un autre — recule à chaque session le moment de faire droit à leurs revendications légitimes, ils le pourraient bien que leur syndicalisme alimentaire se transformerait et donnerait naissance à une conception de classe beaucoup plus nette qui ne serait pas sans analogie avec celle des ouvriers de l'industrie privée.

Les industriels allant à la conquête des marchés intérieurs ou extérieurs recherchent le moindre prix de revient. Et toujours pour atteindre ce but, ils comprennent la part de la main-d'œuvre. L'Etat qui puise ses ressources dans la masse des contribuables doit, sinon rechercher le moindre prix de revient, du moins assurer l'existence de ses institutions essentielles qui sont sa raison d'être. S'il n'a pas à craindre la concurrence comme l'industriel, il subit l'influence d'un autre facteur aussi important que l'obligé à freiner ses exigences — déjà considérables — envers le contribuable, et ce, au moment où les rapports internationaux et le déséquilibre du monde moderne, joints à la situation précaire des masses ouvrières, le contraignent à augmenter son budget. Comme l'Etat ne peut réduire ni ses dépenses militaires, ni ses dépenses policières ; qu'il est obligé de payer régulièrement les dettes que la bourgeoisie a contractées envers les autres puissances et ses propres nationaux pour alimenter sa guerre et masquer son incurie des années d'après-guerre, l'Etat se retourne vers ses employés — de la même façon que l'industriel vers sa main-d'œuvre — et leur impose de se sacrifier sur l'autel de l'intérêt général. Ainsi, c'est toujours à ceux qui n'ont que le produit de

leur travail pour vivre que l'on demande les plus grands sacrifices. Et quelle que soit l'équipe gouvernementale qui assume la direction de l'Etat il en est ainsi, car l'Etat a des besoins constants qu'il faut satisfaire. L'équipe qui s'aviserait à en juger autrement s'en verrait retirer la direction sur le champ ; la chute du ministère Herriot en est une démonstration symbolique.

Par conséquent, au même titre que les autres travailleurs, les fonctionnaires doivent prendre conscience de l'opposition irréductible qui existe entre leurs intérêts et ceux de l'Etat. Il ne suffit que d'un peu d'esprit d'analyse et de logique pour, partant de revendications purement alimentaires, aboutir à la perception très nette de l'antagonisme de classe qui sépare, d'une part, le peuple du Travail, et de l'autre, le monde capitaliste.

Le syndicalisme ne perd pas de sa force, bien au contraire, lorsqu'il se préoccupe des questions matérielles ; mais il doit le faire, non pas en surface, mais en profondeur. Les questions matérielles, mieux que tout autres, illustrent lumineusement les antagonismes de classes, et portent en elles — contrairement à l'opinion généralement admise — les germes du plus puissant et du plus bel idéalisme. Mais à une condition cependant : c'est de les pousser jusqu'à leur extrême conséquence et non point s'arrêter aux prémisses comme on le fait trop souvent.

Tant que les fonctionnaires nourriront cette vaine chimère qui consiste à croire que la condition ouvrière pourra être améliorée par le perfectionnement des rouages sociaux existants, nous pourrions affirmer que leur analyse des faits sociaux est incomplète et parlant fausse, et que par là ils se différencient avec le sentiment profond des autres travailleurs. Egalement, les conservateurs pourront, avec une prétention injurieuse, leur jeter à la face leur syndicalisme alimentaire sans qu'aucun discours, fût-il du secrétaire général de la C. G. T., n'en puisse infirmer la justesse.

A. GUIGUI.

C. G. T. S. R.

LES CHAMPIGNONS VÉNÉNEUX

A l'instar des épis vides qui dressent une tête droite, mais sont exempts du bon grain, les champignons vénéneux ne sont pas comestibles. Ils poussent également dans la bonne terre qui cependant devrait servir à nourrir d'autres produits.

Les humains ne pourraient être ainsi intoxiqués et même mourir de ces mauvaises plantes. Cependant la terre féconde ne peut être rendue responsable de nourrir des produits qui plus tard, au lieu de donner la vie, donneront la mort.

Le Champignon vénéneux s'est implanté en France parmi les hommes depuis quelques années seulement.

Importé d'Orient sous la forme de bolchevisme, le champignon vénéneux y a cru et multiplié suivant la doctrine de Jésus-Christ.

De suite après la guerre, l'indigeste produit a pris racine au chantier, à l'usine, à l'atelier. Sa superbe en imposait aux travailleurs aux quels par la mine il avait l'air de dire : « Je suis supérieur parmi vous, mais voyez comme je suis beau ! »

Les travailleurs flattés par la beauté du produit et par le suave parfum qui s'en dégagait se mirent, de ci et de là, à cultiver cette espèce vénéneuse et le résultat ne fut pas long à attendre.

« Beaucoup n'en moururent point, mais beaucoup en furent atteints ».

L'infâme poison aux acres relents politiques a accompli une partie de son œuvre : les familles à qui devait procurer joie et santé n'ont que plus mal portants et végétent lamentablement au milieu de la Fécondité.

Le champignon vénéneux pousse en 24 heures de temps, sous forme de rayon, de comète d'usine, ou de chantier.

Immédiatement il active sa natalité en semant sa mauvaise graine et en quelques jours la grande partie des Jeun Prolo qui l'ont simplement approché sont pris du mal bolchevique.

Le nombre des malades contraindre l'exploiteur à fermer son chantier ou alors il astreint ceux qui en bonne santé sont restés à la besogne à travailler davantage, c'est-à-dire, surproduire. Journée de 10 et 11 heures.

Résumons : « Le bolchevisme hideux qu'on nous présente sous le couvert d'un Communisme édulcoré, n'est ni plus ni moins que le Champignon Vénéneux. »

Les maux qu'il répand parmi les travailleurs sont immenses. Il n'appartient plus à ceux-ci de se laisser prendre à une beauté factice sous la forme d'individus haut parlant ou de discours laudatifs, plus la plante est belle plus elle est poison.

Défricher la terre du parasite vénéneux, c'est préparer un esprit nouveau et surtout une humanité meilleure.

Camarades de misère, c'est le champignon vénéneux qui est présentement la cause de vos longues journées et de vos bas salaires, simples.

Sapez cette plante infecte et vous guérirez du mal qui nous menace. Le syndicalisme révolutionnaire est le seul puissant remède qui doit nous sauver.

La 13^e Région Fédérale.

Chambre syndicale des métallurgistes de la Seine. — Réunion du Conseil ce soir vendredi 28 juin à 20 h. 30 au siège.

Permanence tous les samedis au siège de 15 heures à 18 heures, bureau 21, 2^e étage, Bourse du Travail.